

2021 Comptes
consolidés & notes
annexes ●



SOMMAIRE

1	COMPTES CONSOLIDES.....	3
2	NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES.....	8

1

COMPTES CONSOLIDES

1.1 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

1.2 ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

1.3 ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

- ACTIF CONSOLIDE
- PASSIF CONSOLIDE

1.4 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

1.5 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

1.1 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	2021	2020
Chiffre d'affaires opérationnel	4.2	1 583	1 423
Autres rev enus	4.2	44	42
Revenu total	4.2	1 627	1 465
Charges d'exploitation	4.3	(957)	(885)
Amortissements et dépréciations	5.6	(132)	(125)
Résultat d'exploitation avant autres charges et produits	4.5	538	455
Résultat des sociétés mises en équivalence	5.4	8	13
Autres charges et produits	10.1	(33)	(41)
Résultat d'exploitation y compris résultat des sociétés mises en équivalence		513	427
Résultat financier	6.1	(19)	(37)
Résultat avant impôts		494	390
Impôts	7	(151)	(124)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		343	266
Résultat net, part du Groupe		313	238
Résultat net, part revenant aux intérêts ne conférant pas le contrôle	8.3	30	28
Résultat net par action (en euros)	8.2	1,26	0,97
Résultat net dilué par action (en euros)	8.2	1,19	0,97

1.2 ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	2021	2020
Résultat net de l'ensemble consolidé	343	266
Autres éléments du résultat global		
Ecart de conversion	64	(299)
Variation des instruments financiers & actifs évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat global	(39)	5
Impôts sur les éléments recyclables en résultat	13	(1)
Eléments recyclables en résultat	38	(295)
Ecart actuariel sur les obligations au titre des prestations définies	3	(1)
Impôts sur les éléments non recyclables en résultat	-	-
Eléments non recyclables en résultat	3	(1)
TOTAL AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL	41	(296)
RESULTAT GLOBAL	384	(30)
Résultat global, part du Groupe	1.5	(43)
Résultat global, part revenant aux intérêts ne conférant pas le contrôle	1.5	13

1.3 ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

ACTIF CONSOLIDE

(en millions d'euros)	Notes	31 DEC , 2021	31 DEC , 2020
Goodwill	5.1	1 506	1 457
Immobilisations incorporelles	5.2	677	655
Immobilisations corporelles	5.3	156	148
Participation dans les sociétés mises en équivalence	5.4	67	64
Actifs financiers non courants	6.2	140	132
Actifs d'impôts différés	7.2	38	49
TOTAL ACTIF NON COURANT		2 584	2 505
Clients	4.8	2 119	1 743
Stocks et autres tiers actif	4.8	470	326
Fonds réservés	4.7	2 428	2 578
Actifs financiers courants	6.2	43	130
Autres placements de trésorerie	6.3	1 185	1 021
Trésorerie & équivalents de trésorerie	6.3	1 494	1 125
TOTAL ACTIF COURANT		7 739	6 923
TOTAL ACTIF		10 323	9 428

PASSIF CONSOLIDE

(en millions d'euros)	Notes	31 DEC , 2021	31 DEC , 2020
Capital		499	493
Primes et réserves consolidées		(770)	(1 011)
Ecart de conversion		(615)	(675)
Titres d'autocontrôle		(67)	(37)
Capitaux propres part du Groupe		(953)	(1 230)
Intérêts ne conférant pas le contrôle		84	96
Capitaux propres	8	(869)	(1 134)
Dettes financières non courantes	6.4 / 6.5	3 023	2 928
Autres passifs financiers non courants	6.4 / 6.5	120	99
Provisions à caractère non courant	10.2	34	33
Passifs d'impôts différés	7.2	137	129
TOTAL PASSIF NON COURANT		3 314	3 189
Dettes financières courantes	6.4 / 6.5	348	266
Autres passifs financiers courants	6.4 / 6.5	47	98
Provisions à caractère courant	10.2	14	16
Fonds à rembourser	4.6	5 258	4 874
Fournisseurs	4.6	721	669
Dettes d'impôts courants	4.6	27	11
Autres tiers passif	4.8	1 463	1 439
TOTAL PASSIF COURANT		7 878	7 373
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF		10 323	9 428

1.4 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en millions d'euros)	Notes	2021	2020
+ Résultat net part du Groupe		313	238
+ Part des intérêts ne conférant pas le contrôle		30	28
- Quote-part des sociétés mises en équivalence	5.4	(8)	(13)
- Amortissements et variation des provisions d'exploitation		127	130
- Charges liées au paiement en actions		12	14
- Impact non cash des autres charges et produits		24	36
- Différence entre impôt décaissé et charge d'impôt		16	(2)
+ Dividendes reçus des sociétés consolidées par mise en équivalence	5.4	14	16
= Marge brute d'autofinancement		528	447
- Autres charges et produits (y compris frais de restructuration)		28	28
= Marge Brute d'Autofinancement avant autres charges et produits (FFO)		556	475
+ Diminution (Augmentation) du Besoin en Fonds de Roulement	4.6	(145)	1 039
+ Diminution (Augmentation) courante des Fonds réservés	4.7	221	(770)
= Flux de trésorerie des activités opérationnelles		632	744
+/- Autres charges et produits (y compris les frais de restructuration) encaissés / décaissés		(28)	(26)
= Flux de Trésorerie des activités opérationnelles incluant les autres charges et produits (A)		604	718
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(114)	(104)
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		(19)	(63)
- Décaissements liés à des acquisitions, nets de la trésorerie acquise		(72)	(127)
+ Encaissements liés à des cessions d'actifs		25	-
= Flux de Trésorerie liés aux investissements / désinvestissements (B)		(180)	(294)
+ Augmentation de capital		(1)	3
- Dividendes payés ⁽¹⁾	3.1	(96)	(81)
+ (Achats) ventes de titres d'autocontrôle		(41)	(23)
+ Augmentation des dettes financières long terme	6.5	416	633
- Diminution des dettes financières long terme	6.5	-	(6)
+ Variation des dettes financières courantes nette de la variation des titres de placement		(335)	(812)
= Flux de Trésorerie des activités de financement (C)		(57)	(286)
- Incidence des variations des cours des devises (D)		10	(74)
= Variation de trésorerie (E) = (A) + (B) + (C) + (D)		377	64
+ Trésorerie ouverture		1 016	952
- Trésorerie clôture		1 393	1 016
= VARIATION DE TRESORERIE		377	64

(1) Dont (60) millions d'euros de dividendes en numéraire versés aux actionnaires du Groupe, d'un montant de 0,75 euro par action et (36) millions d'euros aux actionnaires minoritaires.

La trésorerie nette à la clôture s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	Notes	31 DEC, 2021	31 DEC, 2020
+ Trésorerie & équivalents de trésorerie	6.3	1 494	1 125
- Banques créditrices	6.5	(101)	(109)
= TRESORERIE NETTE		1 393	1 016

1.5 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Capital	Primes liées au capital	Titres d'autocontrôle	Réserves consolidées Groupe (2)	Réserves liées aux avantages au personnel	Réserves de juste valeur des instruments financiers	Réserves liées aux gains et pertes actuariels	Ecart de conversion (1)	Résultat de la période	Total Intérêts ne contérant pas le contrôle		
										Capitaux propres Groupe	pas le contrôle	Total capitaux propres
31 DEC. 2019	486	880	(48)	(2 579)	127	29	(9)	(391)	312	(1 193)	150	(1 043)
Affectation du résultat 2019	-	-	-	312	-	-	-	-	(312)	-	-	-
Augmentation (réduction) de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	5
- en numéraire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- annulation d'actions autodétenues	-	(34)	-	-	-	-	-	-	-	(34)	-	(34)
- levée d'option	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
- distribution de dividendes en actions	7	103	-	-	-	-	-	-	-	110	-	110
Dividende distribué	-	-	-	(170)	-	-	-	-	-	(170)	(21)	(191)
Variations de périmètre ⁽⁴⁾	-	-	-	69	-	-	-	-	-	69	(51)	18
Variation liée aux avantages au personnel	-	-	-	-	14	-	-	-	-	-	14	14
(Acquisitions) cessions de titres d'autocontrôle	-	-	11	-	-	-	-	-	-	-	11	11
Autres	-	-	-	5	-	-	-	-	-	5	-	5
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	4	(1)	(284)	-	(281)	(15)	(296)
Résultat net de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	238	238	28	266
RESULTAT GLOBAL TOTAL	-	-	-	-	-	4	(1)	(284)	238	(43)	13	(30)
31 DEC. 2020	493	950	(37)	(2 363)	141	33	(10)	(675)	238	(1 230)	96	(1 134)
Affectation du résultat 2020	-	-	-	238	-	-	-	-	(238)	-	-	-
Augmentation (réduction) de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2
- en numéraire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- annulation d'actions autodétenues	-	(13)	-	-	-	-	-	-	-	(13)	-	(13)
- levée d'option	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- distribution de dividendes en actions	6	118	-	-	-	-	-	-	-	124	-	124
Dividende distribué ⁽³⁾	-	-	-	(185)	-	-	-	-	-	(185)	(36)	(221)
Variations de périmètre ⁽⁴⁾	-	-	-	9	-	-	-	(1)	-	8	(7)	1
Variation liée aux avantages au personnel	-	-	-	-	12	-	-	-	-	-	12	12
(Acquisitions) cessions de titres d'autocontrôle	-	-	(30)	-	-	-	-	-	-	(30)	-	(30)
Autres ⁽⁵⁾	-	-	-	7	-	-	-	-	-	7	(1)	6
Autres éléments du résultat global ⁽⁴⁾	-	-	-	-	-	(23)	3	61	-	41	-	41
Résultat net de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	313	313	30	343
RESULTAT GLOBAL TOTAL	-	-	-	-	-	(23)	3	61	313	354	30	384
31 DEC. 2021	499	1 055	(67)	(2 294)	153	10	(7)	(615)	313	(953)	84	(869)

(1) Voir note 1.5 « Monnaie de présentation et monnaies étrangères » avec le détail des principaux taux de change utilisés en 2020 et 2021. Le solde de (615) millions d'euros de réserves de change part du Groupe comprend principalement les réserves liées au BRL pour (395) millions d'euros, le VES pour (130) millions d'euros, l'ARS pour (23) millions et le MXN pour (22) millions d'euros.

(2) Le poste inclut l'impact lié aux rachats d'entités Edenred détenues par Accor et comptabilisé en capitaux propres pour (1 894) millions d'euros lors de la scission en juin 2010.

(3) Correspond à la distribution de 185 millions d'euros versés aux actionnaires du Groupe (dont 60 millions d'euros en numéraire et 124 millions d'euros en actions - note 3.1 – « Paiement du dividende 2020 ») et 36 millions d'euros versés aux actionnaires minoritaires.

(4) Pour rappel, la variation de périmètre 2020 (hors effet de change) est principalement impactée par le rachat de 17% d'intérêts sur UTA.

La variation de périmètre 2021 est principalement impactée par l'exercice de l'option d'achat sur 46% du capital restant de Timex Card (cf note 2 Acquisitions, développements et cessions).

(5) Les autres éléments de capitaux propres part du Groupe comprennent principalement l'impact net d'impôt différé de l'option de conversion sur l'émission OCEANE pour un montant de 13 millions d'euros.

(6) La variation de réserves de juste valeur correspond principalement à la variation de la valeur de marché des dérivés de taux au Brésil.

2

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

- NOTE 1 PRESENTATION DU GROUPE ET BASE DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
- NOTE 2 ACQUISITIONS, DEVELOPPEMENTS ET CESSIONS
- NOTE 3 FAITS MARQUANTS
- NOTE 4 ACTIVITE OPERATIONNELLE
- NOTE 5 ACTIFS NON COURANTS
- NOTE 6 ELEMENTS FINANCIERS
- NOTE 7 IMPOTS SUR LES BENEFICES – TAUX EFFECTIF D'IMPOT
- NOTE 8 CAPITAUX PROPRES
- NOTE 9 AVANTAGES SOCIAUX
- NOTE 10 AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS
- NOTE 11 INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES

NOTE 12 LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES AU 31 DÉCEMBRE 2021

NOTE 13 ACTUALITE NORMATIVE

NOTE 14 GLOSSAIRE



Ce symbole signale un point normatif IFRS.



Ce symbole signale une définition spécifique au groupe Edenred.



Ce symbole signale qu'un recours à une estimation ou au jugement a été effectué. En l'absence de normes ou d'interprétations applicables à une transaction spécifique, la Direction d'Edenred fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie Groupe, et traduisent la réalité économique des transactions.



Ce symbole met en évidence les données chiffrées du Groupe pour l'exercice en cours ainsi que la période comparative.

NOTE 1 PRESENTATION DU GROUPE ET BASE DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

1.1 DESCRIPTION DE L'ACTIVITE

Edenred est la plateforme digitale de services et de paiements qui accompagne au quotidien les acteurs du monde du travail. Elle connecte, dans 46 pays, plus de 50 millions d'utilisateurs à 2 millions de commerçants partenaires au travers d'environ 900 000 entreprises clientes.

Edenred propose des solutions de paiement à usages spécifiques dédiées à l'alimentation (comme les titres restaurant), à la mobilité (comme les solutions multi-énergies, de maintenance, péage, parking et mobilité), à la motivation (comme les cartes cadeaux, plateformes d'engagement des collaborateurs), et aux paiements professionnels (comme les cartes virtuelles).

Fidèles à la raison d'être dont le Groupe s'est doté en mai 2021, « Enrich connections. For good. », ces solutions améliorent le bien-être et le pouvoir d'achat des utilisateurs. Elles renforcent l'attractivité et l'efficacité des entreprises, et vitalisent l'emploi et l'économie locale. Elles favorisent également l'accès à une nourriture plus saine, à des produits plus respectueux de l'environnement et à une mobilité plus douce.

Les 10 000 collaborateurs d'Edenred s'engagent au quotidien pour faire du monde du travail un monde connecté plus efficace, plus sûr et plus responsable.

En 2021, grâce à ses actifs technologiques globaux, le Groupe a géré un volume d'affaires de près de 30 milliards d'euros réalisé principalement via applications mobiles, plateformes en ligne et cartes.

Coté sur Euronext Paris, Edenred fait partie des indices CAC Next 20, CAC Large 60, Euronext 100, FTSE4Good et MSCI Europe.

1.2 GESTION DE LA STRUCTURE DU CAPITAL

L'objectif principal d'Edenred en termes de gestion de son capital est de s'assurer du maintien d'une notation dans la catégorie « investment grade » et d'un maintien du risque de crédit propre et des ratios sur capital sains, de manière à faciliter son activité et maximiser la valeur pour les actionnaires.

Le Groupe gère la structure de son capital et procède à des ajustements eu égard à l'évolution des conditions économiques. Pour optimiser la structure du capital, le Groupe peut ajuster le paiement de dividendes aux actionnaires, rembourser une partie du capital ou émettre de nouvelles actions.

1.3 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA SOCIÉTÉ CONSOLIDANTE EDENRED S.E

Dénomination sociale : Edenred

Siège social : 14-16 boulevard Garibaldi, 92130 Issy-les-Moulineaux – France

La Société, initialement constituée sous la forme de société anonyme, a été transformée en société européenne (Societas Europaea) par décision de l'Assemblée générale extraordinaire du 11 mai 2021. Elle est régie par les dispositions communautaires et nationales en vigueur et par les présents statuts.

Société Européenne à Conseil d'administration au capital de 499 176 118 euros immatriculée en France

RCS Nanterre : 493 322 978

NAF : 7010Z

Le Conseil d'administration d'Edenred du 21 février 2022 a arrêté les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2021. Ils seront soumis à l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée générale du 11 mai 2022.

1.4 BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS



En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés d'Edenred au titre de l'exercice 2021 sont établis conformément aux normes comptables internationales IFRS, telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2021. Ces comptes présentent en données comparatives l'exercice 2020 établi selon les mêmes principes et conventions et le même référentiel comptable.

Les IFRS sont disponibles sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante :

https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_fr#overview

Les états financiers consolidés du Groupe sont présentés en millions d'euros, sans décimales. Les arrondis peuvent dans certains cas, conduire à des écarts non matériels au niveau des totaux figurant dans les tableaux.

Les règles et méthodes comptables utilisées par le Groupe dans les comptes consolidés au 31 décembre 2021 sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2020, à l'exception des normes, amendements de normes et interprétations entrés en vigueur le 1er janvier 2021 (Note 13.1).

1.5 MONNAIE DE PRESENTATION ET MONNAIES ETRANGERES



Conformément à IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » et pour les besoins de la consolidation, les postes de bilan exprimés dans une monnaie fonctionnelle différente de l'Euro sont convertis en Euros au cours de change en vigueur à la date de clôture de la période. Les comptes de résultat exprimés en devises sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de conversion en résultant figurent dans les capitaux propres et seront comptabilisés au compte de résultat de l'exercice au cours duquel les activités seront cédées ou liquidées.

Code ISO	Monnaie	Pays	2021		2020	
			Taux clôture au 31/12/2021	Taux moyen	Taux clôture au 31/12/2020	Taux moyen
			1 euro =	1 euro =	1 euro =	1 euro =
ARS	Peso	ARGENTINE	116,36	116,36	103,26	103,26
BRL	Real	BRESIL	6,31	6,38	6,37	5,89
USD	Dollar	ETATS-UNIS	1,13	1,18	1,23	1,14
MXN	Peso	MEXIQUE	23,14	23,98	24,42	24,54
RON	Leu	ROUMANIE	4,95	4,92	4,87	4,84
GBP	Pound	ROYAUME-UNI	0,84	0,86	0,90	0,89
SEK	Krona	SUEDE	10,25	10,15	10,03	10,49
CZK	Koruna	REPUBLIQUE TCHEQUE	24,86	25,64	26,24	26,46
TRY	Lira	TURQUIE	15,23	10,51	9,11	8,05
VES *	Bolivar	VENEZUELA	5,20	3,77	1 303 310,73	375 986,70

* Entrée en vigueur du Bolivar digital avec une nouvelle échelle monétaire qui supprime six zéros par rapport à l'ancien Bolivar.

L'impact sur les capitaux propres consolidés part du Groupe de la variation de l'écart de conversion est de 61 millions d'euros entre le 31 décembre 2020 et le 31 décembre 2021. Cette variation s'explique principalement par les devises suivantes :

Code ISO	Monnaie	Pays	2021
USD	Dollar	ETATS-UNIS	42
MXN	Peso	MEXIQUE	10
GBP	Livre Sterling	UK	12
BRL	Real	BRESIL	6
TRY	Lira	TURQUIE	(6)

Hyperinflation en Argentine

L'Argentine est considérée comme un pays en hyperinflation depuis le 1^{er} juillet 2018. Le Groupe a appliqué la norme IAS 29 – « Information financière dans les économies hyperinflationnistes », depuis la clôture annuelle 2018.

Le groupe a utilisé le taux de conversion du change EUR/ARS de 116,36. Les éléments non monétaires sont ajustés avec l'indice IPC (Indice des Prix à la Consommation) publié par l'INDEC (National Statistical Institute).

L'application de l'hyperinflation à l'Argentine a un impact de -3 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe, et de 3 millions d'euros sur les capitaux propres consolidés.

1.6 RECOURS A DES JUGEMENTS ET ESTIMATIONS

1.6.1 Estimations

La préparation des états financiers nécessite le recours à des estimations et hypothèses pour la détermination de la valeur des actifs et des passifs, des produits et charges de l'exercice ainsi que pour la prise en compte des aléas positifs et négatifs existant à la date de clôture.

En fonction de l'évolution des hypothèses considérées ou de conditions économiques différentes de celles existantes en date de clôture, les montants qui figureront dans les futurs états financiers du Groupe pourraient différer significativement des estimations actuelles.

Le Groupe a été particulièrement attentif aux effets de la crise sanitaire Covid 19 sur les estimations significatives et plus particulièrement sur les sujets suivants :

- L'évaluation des goodwill (note 5.1) et des immobilisations incorporelles (note 5.2). Le Groupe a pris en compte les incertitudes relatives au contexte de crise sanitaire Covid-19 sur l'évaluation des valeurs recouvrables de ces actifs
- L'évaluation des provisions relatives aux actifs courants recouvrables (note 10.2)
- L'évaluation des déficits fiscaux reportables activés (note 7.2), en tenant compte des éventuelles incidences du contexte de crise sanitaire Covid-19, sur les prévisions de résultats taxables.

1.6.2 Jugements

Le Groupe a fait usage de jugement pour définir dans le cadre des effets de la crise sanitaire Covid-19 les traitements comptables applicables aux événements exceptionnels présentés dans les comptes dans les autres charges et produits (note 10.1). Les charges directes liées à la crise sanitaire Covid-19 ont été comptabilisées en résultat d'exploitation avant autres charges et produits (EBIT) (adaptation des postes de travail, achats de masques, ...).

Dans le contexte de crise sanitaire Covid-19, le Groupe a également exercé son jugement pour apprécier :

- L'existence de faits générateurs pouvant conduire à des pertes de valeur sur les goodwill et immobilisations incorporelles
- Des pertes de crédit attendues dans un contexte d'incertitude

Par ailleurs, le Groupe a apprécié les risques financiers liés aux effets du changement climatique et présenté les mesures prises pour le réduire. Ses impacts sont à ce jour peu significatifs sur les états financiers. Pour autant, l'évolution vers une économie bas carbone, ou l'implémentation de mécanismes de taxation carbone à des fins de régulations des émissions, pourraient avoir un impact sur certaines activités liées à la mobilité professionnelle. Aussi, le Groupe anticipe ces enjeux de transition en mettant en place des mesures pour réduire ce risque.

NOTE 2 ACQUISITIONS, DEVELOPPEMENTS ET CESSIONS



Conformément à la norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés », le contrôle d'une entité a été conclu suite à une évaluation des critères spécifiés par la norme, ne se limitant pas au taux d'intérêt détenu (supérieur à 50%) ; un investisseur contrôle une autre entité lorsque ses relations avec l'entité l'exposent ou lui donnent droit à un rendement variable et qu'il a la possibilité d'influer sur ce rendement du fait du pouvoir qu'il exerce sur l'entité.

A l'occasion de la première consolidation des filiales et participations du Groupe, il est procédé, dans un délai n'excédant pas un an, à l'évaluation de l'ensemble des éléments identifiables (actifs et passifs) acquis. L'évaluation se fait dans la devise de l'entité acquise. Postérieurement à leur affectation, l'ensemble des écarts d'évaluation suit les règles comptables propres à leur nature.

Conformément à la norme IFRS 11 « Partenariats », les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement une influence notable sont mises en équivalence. La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur comptable des titres détenus dans une entité associée ou contrôlée conjointement le coût d'acquisition de ces titres ajusté de la quote-part du Groupe dans les variations de l'actif net de l'entité depuis son acquisition.

Conformément aux normes IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises » et IFRS 10 « Etats financiers consolidés », le Groupe comptabilise ses regroupements d'entreprises et ses transactions sans perte de contrôle relatives aux intérêts ne conférant pas le contrôle en application de ces normes.

Dans le cadre de certaines acquisitions et/ou regroupements d'entreprise, le Groupe a consenti aux actionnaires minoritaires des engagements de rachat de leurs participations. Le prix d'exercice de ces options peut être fixe ou établi selon une formule de calcul prédéfinie ; en outre, ces options peuvent être exercées à tout moment ou à une date définie.

Le Groupe enregistre un passif financier à sa valeur actuelle au titre des options de vente accordées aux actionnaires minoritaires des entités concernées. La variation ultérieure de la valeur de l'engagement est comptabilisée par ajustement des capitaux propres part du Groupe.

Toute transaction avec des actionnaires minoritaires portant sur des titres de capital – sans perte de contrôle – doit être comptabilisée au sein des capitaux propres.

ACQUISITIONS, DEVELOPPEMENTS ET CESSIONS 2021

La Compagnie des Cartes Carburant (LCCC)

Le 1^{er} avril 2021, Edenred porte à 100% sa participation dans LCCC suite à l'exercice de la dernière option d'achat sur 19,52% du capital.

Timex

Le 12 août 2021, Edenred porte à 100% sa participation dans Timex suite à l'exercice de la dernière option d'achat sur 46% du capital.

NOTE 3 FAITS MARQUANTS

3.1 PAIEMENT DU DIVIDENDE 2020

L'assemblée générale mixte des actionnaires qui s'est tenue le 11 mai 2021 a approuvé le dividende au titre de l'exercice 2020 d'un montant de 0,75 euro par action assorti d'une option de paiement en actions nouvelles pour 100% de ce montant.

L'option pour le paiement du dividende en actions, ouverte le 18 mai, s'est clôturée le 2 juin 2021. Cette opération se traduit par la création de 3 004 708 actions ordinaires nouvelles Edenred (représentant 1,22% du capital social) dont le règlement-livraison et l'admission sur le marché Euronext Paris a eu lieu le 9 juin 2021.

Ces actions nouvelles, qui portaient jouissance au 1er janvier 2021, ont été immédiatement assimilées aux actions ordinaires composant le capital social d'Edenred. A l'issue de l'opération, le capital social était ainsi composé de 249 588 059 actions.

Le dividende total s'élève à 185 millions d'euros, dont 60 millions d'euros en numéraire ont été versés aux actionnaires du Groupe le 9 juin 2021.

3.2 EMISSION D'OBLIGATIONS A OPTION DE CONVERSION ET/OU D'ECHANGE EN ACTIONS NOUVELLES OU EXISTANTES (OCEANE)

Edenred a annoncé le 9 juin 2021, l'émission d'obligations liées au développement durable à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (« OCEANE ») pour un montant d'environ 400 millions d'euros et d'une durée de 7 ans à échéance juin 2028 (Note 6.4 dettes financières et autres passifs financiers). Cette obligation zéro-coupon offre aux investisseurs une prime (équivalente à 0,5% du nominal) dans le cas où le Groupe n'atteindrait pas ses objectifs de développement durable à horizon 2025.

3.3 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Extension de la maturité de la ligne de crédit de 750 millions d'euros

Au 31 décembre 2021, Edenred disposait de 750 millions d'euros de ligne de crédit confirmée non utilisée avec une échéance février 2026. Cette ligne est destinée à financer les besoins généraux liés à l'activité du Groupe.

La maturité du crédit syndiqué de 750 millions d'euros a été étendue en février 2022 d'une nouvelle année par rapport à sa maturité au 12 février 2026 suite à l'exercice de l'option d'extension de maturité par Edenred auprès du pool des prêteurs. Chaque prêteur a accepté cette extension. Cette nouvelle maturité de 5 ans offre une période de disponibilité jusqu'en février 2027.

Edenred renforce son offre de péage au Brésil avec l'acquisition de Greenpass

Le 22 février, Edenred a annoncé avoir acquis une participation majoritaire de 51% dans la société Greenpass, émetteur de solution digitale de péage au Brésil. Edenred renforce ainsi sa position dans cette activité ainsi que ses capacités technologiques et de vente sur un marché attractif et qui représente un potentiel significatif de cross-selling auprès de sa base client. Cette acquisition s'inscrit pleinement dans sa stratégie Beyond Fuel visant à développer de nouveaux services de mobilité professionnelle non liés à l'énergie afin d'enrichir la proposition de valeur pour les gestionnaires de flottes et d'étendre son marché adressable.

NOTE 4 ACTIVITE OPERATIONNELLE

4.1 SECTEURS OPERATIONNELS



La norme IFRS 8 requiert de présenter l'information financière regroupée par « secteurs opérationnels ». Les secteurs opérationnels doivent refléter les regroupements effectués par « le principal décideur opérationnel » lorsqu'il alloue les ressources et analyse les performances de l'ensemble consolidé.

Outre les aspects de similarité des caractéristiques économiques à long terme, la norme IFRS 8 exige également que les 5 autres critères de regroupement suivants soient remplis :

- a) la nature des produits et services ;
- b) la nature des procédés de fabrication ;
- c) le type ou la catégorie de clients auxquels sont destinés les produits et services ;
- d) les méthodes utilisées pour distribuer leurs produits ou fournir les services ; et
- e) s'il y a lieu, la nature de l'environnement réglementaire, par exemple, la banque, l'assurance ou les services publics.

Principal décideur opérationnel



Le principal décideur opérationnel du Groupe est le Président-directeur général assisté du Comité exécutif (ou « Direction générale »). En effet, la Direction générale affecte les ressources aux différents secteurs opérationnels et en évalue les performances.

Les décisions prises par la Direction générale se basent sur le reporting interne du Groupe. Ce reporting interne présente des données au niveau pays. En effet l'activité Edenred est multi-locale avec des décisions opérationnelles prises au niveau des zones géographiques homogènes.

Dans le reporting interne du Groupe, les données au niveau pays sont regroupées en quatre zones géographiques opérationnelles :

- la France
- l'Europe hors France
- l'Amérique latine
- le Reste du Monde.

Hormis la France, les secteurs présentés sont donc des regroupements de secteurs opérationnels.

Regroupements



Les regroupements « Europe hors France » et « Amérique latine » respectent les critères énoncés ci-dessus.

Le secteur « Reste du Monde » comprend quant à lui les pays hors secteurs « France », « Europe hors France » et « Amérique latine ».

Enfin, les « Autres » regroupent la holding Edenred S.E., les sièges régionaux et les sociétés n'ayant pas d'activité opérationnelle.

Les transactions entre secteurs ne sont pas significatives.

Présentation condensée de données financières

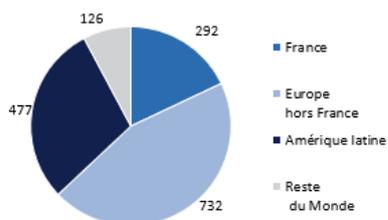
La direction du Groupe suit la performance de l'activité sur la base :

- du revenu total
- de l'Excédent Brut d'Exploitation (EBITDA)
- du résultat d'exploitation avant autres charges et produits (EBIT)



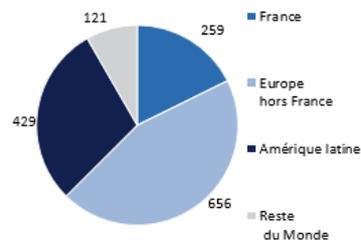
REVENU TOTAL DES SECTEURS OPERATIONNELS (avec chiffre d'affaires inter secteurs)

REVENU TOTAL DES SECTEURS OPERATIONNELS
(AVEC CHIFFRE D'AFFAIRES INTERSECTEURS)
(en millions d'euros)



2021
TOTAL : 1627

REVENU TOTAL DES SECTEURS OPERATIONNELS
(AVEC CHIFFRE D'AFFAIRES INTERSECTEURS)
(en millions d'euros)

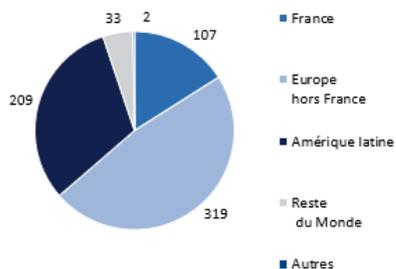


2020
TOTAL : 1465



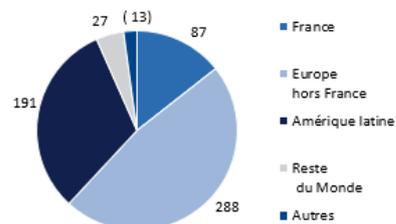
Excédent Brut d'Exploitation (EBITDA)

EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBITDA)
(en millions d'euros)



2021
TOTAL : 670

EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBITDA)
(en millions d'euros)



2020
TOTAL : 580



Réconciliation de l'Excédent Brut d'Exploitation (EBITDA)

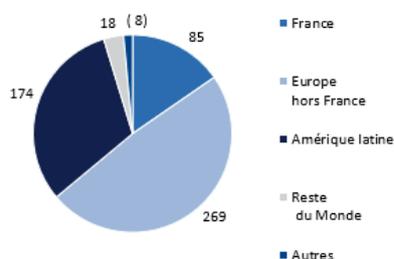
(en millions d'euros)

	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Autres	TOTAL
Revenu total	292	732	477	126	-	1 627
Charges d'exploitation	(185)	(413)	(268)	(93)	2	(957)
EBITDA - 2021	107	319	209	33	2	670
EBITDA - 2020	87	288	191	27	(13)	580



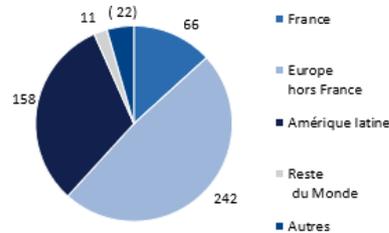
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT AUTRES CHARGES ET PRODUITS (EBIT)

RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT AUTRES CHARGES ET PRODUITS (EBIT)
(en millions d'euros)



2021
TOTAL : 538

RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT AUTRES CHARGES ET PRODUITS (EBIT)
(en millions d'euros)



2020
TOTAL : 455



BILAN

(en millions d'euros)

	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Autres	31 DEC, 2021
Goodwill	160	561	322	463	(0)	1 506
Immobilisations incorporelles	80	251	213	111	22	677
Immobilisations corporelles	43	63	22	10	18	156
Actifs financiers non courants et participations dans les sociétés consolidées par mise en équivalence	39	105	10	5	48	207
Actifs d'impôts différés	5	16	17	-	-	38
Actif non courant	327	996	584	589	88	2 584
Actif courant	1 315	3 217	1 452	355	1 400	7 739
TOTAL ACTIF	1 642	4 213	2 036	944	1 488	10 323
Capitaux propres et intérêts minoritaires	(192)	799	672	568	(2 716)	(869)
Passif non courant	53	119	90	11	3 041	3 314
Passif courant	1 781	3 295	1 274	365	1 163	7 878
TOTAL PASSIF	1 642	4 213	2 036	944	1 488	10 323

(en millions d'euros)	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Autres	31 DEC , 2020
Goodwill	160	551	318	428	-	1 457
Immobilisations incorporelles	76	248	199	114	18	655
Immobilisations corporelles	29	69	21	9	20	148
Actifs financiers non courants et participations dans les sociétés consolidées par mise en équivalence	4	123	11	2	56	196
Actifs d'impôts différés	1	24	9	1	14	49
Actif non courant	270	1 015	558	554	108	2 505
Actif courant	1 212	3 017	1 267	286	1 141	6 923
TOTAL ACTIF	1 482	4 032	1 825	840	1 249	9 428
Capitaux propres et intérêts minoritaires	(23)	858	670	552	(3 191)	(1 134)
Passif non courant	34	127	79	10	2 939	3 189
Passif courant	1 471	3 047	1 076	278	1 501	7 373
TOTAL PASSIF	1 482	4 032	1 825	840	1 249	9 428

4.2 PRESENTATION DES SECTEURS OPERATIONNELS



Comme expliqué dans la note 14 – « Glossaire », la croissance organique correspond aux données comparables, c'est-à-dire à périmètre et change constants. Cet indicateur reflète la performance commerciale du Groupe ;



Les variations entre 2021 et 2020 de l'activité du Groupe se détaillent comme suit :

(en millions d'euros)	2021	2020	Croissance organique		Effets de périmètre		Impact de change		Variation totale	
			En M€	En %	En M€	En %	En M€	En %	En M€	En %
Chiffre d'affaires opérationnel	1 583	1 423	+197	+13,9%	(5)	(0,4)%	(32)	(2,2)%	+160	+11,3%
Autres revenus	44	42	+5	+12,2%	(1)	(1,2)%	(2)	(6,5)%	+2	+4,6%
Revenu total	1 627	1 465	+202	+13,8%	(6)	(0,4)%	(34)	(2,3)%	+162	+11,1%

4.2.1 Présentation des secteurs opérationnels par indicateur



REVENU TOTAL PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

Le revenu total est composé du chiffre d'affaires opérationnel et des autres revenus.

(en millions d'euros)	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	TOTAL
Revenu total 2021	292	732	477	126	1 627
Revenu total 2020	259	656	429	121	1 465
Variation	+33	+76	+48	+5	+162
% de variation	+12,3%	+11,6%	+11,2%	+5,3%	+11,1%
VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+33	+71	+76	+22	+202
% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+12,3%	+11,0%	+17,7%	+18,6%	+13,8%



CHIFFRE d'AFFAIRES OPERATIONNEL PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

Les variations entre 2021 et 2020 du chiffre d'affaires opérationnel par zone géographique se détaillent comme suit :

(en millions d'euros)	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	TOTAL
Chiffre d'affaires opérationnel 2021	286	724	452	121	1 583
Chiffre d'affaires opérationnel 2020	253	647	406	117	1 423
Variation	+33	+77	+46	+4	+160
% de variation	+12,8%	+11,9%	+11,4%	+4,3%	+11,3%
VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+34	+72	+72	+19	+197
% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+12,8%	+11,3%	+17,9%	+16,5%	+13,9%

En 2021, le chiffre d'affaires opérationnel est de 307 millions d'euros pour le Brésil et de 281 millions d'euros en 2020.



AUTRES REVENUS

Les autres revenus correspondent aux revenus générés par le placement des fonds structurellement mis à la disposition d'Edenred entre :

- la date d'émission et la date de remboursement pour les titres de service prépayés, et
- la date de chargement et la date d'utilisation des crédits pour les cartes prépayées.

<i>(en millions d'euros)</i>	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	TOTAL
Autres revenus 2021	6	8	25	5	44
Autres revenus 2020	6	9	23	4	42
Variation	(0)	(1)	+2	+1	+2
% de variation	(6,2)%	(10,1)%	+7,9%	+36,7%	+4,6%
VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	(0)	(1)	+3	+3	+5
% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	(6,2)%	(11,0)%	+14,6%	+83,4%	+12,2%

4.2.2 Chiffres d'affaires opérationnel par ligne de métier



Conformément à la norme IFRS 15, les revenus sont reconnus lors du transfert du contrôle des biens et services au client. Le Groupe agit quasi exclusivement en tant qu'agent dans le cadre de ses trois principales activités. Seule une commission d'intermédiaire est reconnue en chiffre d'affaires. Pour les transactions résiduelles dans lesquelles le Groupe agit en tant que principal, un revenu à hauteur de l'intégralité des montants perçus est comptabilisé.

Pour les activités « Avantages aux salariés » et « Solutions de mobilité professionnelle » :

- Commissions perçues auprès des entreprises clientes, reconnues lors de l'émission des titres aux clients ;
- Commissions perçues auprès des commerçants partenaires, reconnues lors de la demande de remboursement suite à l'utilisation du bénéficiaire, dont le retraitement de participation applicable dans certains pays.
- Les gains réalisés sur les titres de services non présentés sont reconnus en résultat après la date d'expiration des droits de remboursement ou par méthode statistique.

Au regard de la situation sanitaire et des dispositifs gouvernementaux mis en place à titre exceptionnel pour reporter les dates d'expiration des droits de remboursement, le groupe a ajusté la reconnaissance des gains à due concurrence des extensions de délais accordés (pour l'activité « Solutions complémentaires » : le revenu, correspondant au montant de la prestation facturée à l'entreprise cliente, est comptabilisé à la date de livraison des solutions. La date de livraison constitue, au regard d'IFRS15, l'extinction des obligations de performance).

En complément d'une désagrégation par secteur géographique communiquée dans l'information sectorielle et conformément à la norme IFRS 15, le Groupe présente ci-dessous une désagrégation de son chiffre d'affaires opérationnel par ligne de métier.

(en millions d'euros)	Avantages aux salariés	Solutions de mobilité professionnelle	Solutions complémentaires	TOTAL
Chiffre d'affaires opérationnel 2021	961	414	208	1 583
Chiffre d'affaires opérationnel 2020	874	355	194	1 423
Variation	+87	+59	+14	+160
% de variation	+10,0%	+16,5%	+7,6%	+11,3%
VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+105	+72	+20	+197
% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+12,0%	+20,3%	+10,6%	+13,9%

Les Solutions complémentaires regroupent les Services de paiement aux entreprises, les solutions de Motivation et récompenses ainsi que les Programmes sociaux publics.

4.3 CHARGES D'EXPLOITATION



(en millions d'euros)	2021	2020
Coûts de personnel	(475)	(444)
Coûs des ventes	(153)	(144)
Taxes d'exploitation	(41)	(36)
Autres charges d'exploitation	(288)	(261)
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	(957)	(885)

Les autres charges d'exploitation sont principalement constituées des dépenses informatiques, d'honoraires, de dépenses de marketing et publicité, des dotations/reprises de dépréciations pour actif circulant et de frais de développement.

4.4 EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBITDA)



La variation entre 2021 et 2020 de l'activité du Groupe se détaille comme suit :

(en millions d'euros)	2021	2020	Croissance organique		Effets de périmètre		Impact de change		Variation totale	
			En M€	En %	En M€	En %	En M€	En %	En M€	En %
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBITDA)	670	580	+106	+18,4%	+1	+0,1%	(17)	(3,0)%	+90	+15,5%



La présentation de l'excédent brut d'exploitation (EBITDA) par secteur opérationnel est détaillée dans le tableau ci-dessous :

(en millions d'euros)	Europe					TOTAL
	France	France hors Amérique latine	Amérique latine	Reste du Monde	Autres	
Excédent brut d'exploitation (EBITDA) 2021	107	319	209	33	2	670
Excédent brut d'exploitation (EBITDA) 2020	87	288	191	27	(13)	580
Variation	+20	+31	+18	+6	+15	+90
% de variation	+23,6%	+10,7%	+9,6%	+19,6%	+112,7%	+15,5%
VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+20	+29	+32	+12	+13	+106
% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+23,6%	+10,0%	+16,5%	+44,7%	+101,2%	+18,4%

4.5 RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT AUTRES CHARGES ET PRODUITS (EBIT)



La variation entre 2021 et 2020 de l'activité du Groupe se détaille comme suit :

(en millions d'euros)	2021	2020	Croissance organique		Effets de périmètre		Impact de change		Variation totale	
			En M€	En %	En M€	En %	En M€	En %	En M€	En %
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT AUTRES CHARGES ET PRODUITS (EBIT)	538	455	+96	+21,2%	+1	+0,4%	(14)	(3,3)%	+83	+18,2%



La présentation du résultat d'exploitation avant autres charges et produits (EBIT) par secteur opérationnel est détaillée dans le tableau ci-dessous :

(en millions d'euros)	Europe					Autres	TOTAL
	France	France hors	Amérique latine	Reste du Monde			
Résultat d'exploitation avant autres charges et produits (EBIT) 2021	85	269	174	18	(8)	538	
Résultat d'exploitation avant autres charges et produits (EBIT) 2020	66	242	158	11	(22)	455	
Variation	+19	+27	+16	+7	+14	+83	
% de variation	+28,6%	+11,2%	+9,6%	+66,0%	+67,8%	+18,2%	
VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+19	+26	+26	+12	+13	+96	
% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+28,6%	+10,6%	+16,7%	+115,7%	+60,9%	+21,2%	

4.6 VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT ET DES FONDS A REMBOURSER



Les fonds à rembourser correspondent à la valeur faciale des titres en circulation et aux fonds chargés sur les cartes non encore remboursés aux commerçants. Ils résultent de multiples transactions :

- d'une part, avec les clients pour lesquels les titres sont émis ou les cartes chargées, en contrepartie d'un encaissement comptabilisé soit en trésorerie disponible, soit, selon les réglementations applicables, en fonds réservés principalement en France, en Belgique, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, au Brésil, en Roumanie et au Mexique ;
- et d'autre part, avec les commerçants qui sont remboursés par Edenred des titres ou cartes utilisés par les salariés, dans leur établissement.

Compte tenu de la nature des activités Edenred, les éléments du besoin en fonds de roulement principalement suivis sont les fonds à rembourser et les fonds réservés. Ces deux agrégats sont des indicateurs clés dans la gestion de l'activité.

Les fonds à rembourser sont comptabilisés en passif courant.

(en millions d'euros)	31 DEC , 2021	31 DEC , 2020	Variation
Stocks (nets)	46	43	3
Clients (nets) liés aux fonds à rembourser	1 239	1 099	140
Clients (nets) non liés aux fonds à rembourser	880	644	236
Autres tiers actifs (nets)	424	283	141
BFR ACTIF	2 589	2 069	520
Fournisseurs	(721)	(669)	(52)
Autres tiers passifs	(1 463)	(1 439)	(24)
Fonds à rembourser	(5 258)	(4 874)	(384)
BFR PASSIF	(7 442)	(6 982)	(460)
BFR NET NEGATIF	(4 853)	(4 913)	60
Dettes d'impôts courants	(27)	(11)	(16)
BFR NET NEGATIF (y compris dettes d'IS)	(4 880)	(4 924)	44

Au 31 décembre 2021, le BFR s'élève à -4 880 millions d'euros à comparer à -4 924 millions d'euros au 31 décembre 2020. La variation du BFR (hors dette d'IS) est principalement due à :

- le dépôt auprès de l'Etat lié au paiement de l'amende de 157 millions d'euros dans le cadre du litige anti concurrence (note 10.3) ;
- un impact de change de -91 millions d'euros.
- et aux autres effets sur l'activité (-6 millions d'euros) se compensant entre :
 - l'impact de la reprise économique entraînant une réduction des fonds à rembourser, car les bénéficiaires ont utilisé les titres accumulés en 2020, suite aux confinements ;
 - le renouvellement des titres en circulation.

(en millions d'euros)	2021	2020
BFR net de début de période	(4 913)	(4 062)
Variation du besoin en fonds de roulement ⁽¹⁾	145	(1 039)
Eléments de BFR inclus dans les acquisitions	(0)	(26)
Eléments de BFR inclus dans les cessions / liquidations	1	(1)
Variation des dépréciations des actifs circulants	1	11
Différence de conversion	(91)	187
Reclassements vers les autres postes du bilan	4	17
VARIATION NETTE DE BFR	60	(851)
BFR NET DE FIN DE PERIODE	(4 853)	(4 913)

⁽¹⁾ Cf. « 1.4 Tableau des flux de trésorerie consolidés »

La mise à jour des taux statistiques de dépréciation des actifs circulants des entités du Groupe n'a pas conduit à la constitution de provisions complémentaires significatives au 31 décembre 2021.

4.7 VARIATION DES FONDS RESERVES



Les fonds réservés sont représentatifs notamment de la valeur faciale des titres de services en circulation soumis à des réglementations particulières dans certains pays (notamment en France pour les solutions *Ticket Restaurant®* et *Ticket CESU*). En particulier, ces fonds font l'objet de restrictions quant à leur utilisation et ne sont pas fongibles avec la trésorerie du Groupe. Ils restent la propriété d'Edenred et sont investis dans des instruments financiers donnant lieu à rémunération sous contrainte du régulateur local. Les fonds réservés incluent aussi une partie de fonds liés aux clients directs de PPS.

Les fonds réservés correspondent aux fonds soumis à une réglementation spéciale au Royaume-Uni (879 millions d'euros), en France (813 millions d'euros), en Belgique (408 millions d'euros), aux Etats-Unis (89 millions d'euros), en Roumanie (87 millions d'euros), au Brésil (36 millions d'euros), au Mexique (32 millions d'euros), à Taiwan (31 millions d'euros), en Italie (19 millions d'euros), aux Emirats Arabes Unis (12 millions d'euros), en Bulgarie (11 millions d'euros), et en Uruguay (8 millions d'euros).



(en millions d'euros)	2021	2020
Fonds réservés de début de période	2 578	1 864
Variation de la période ⁽¹⁾	(221)	770
Fonds réservés inclus dans les acquisitions	-	-
Différence de conversion	75	(56)
Autres variations	(4)	-
Variation nette des Fonds réservés	(150)	714
FONDS RESERVES DE FIN DE PERIODE	2 428	2 578

⁽¹⁾ Cf. « 1.4 Tableau des flux de trésorerie consolidés ».

4.8 COMPTES DE TIERS ACTIFS ET PASSIFS

Comptes clients



Les créances clients et autres créances sont évaluées selon la norme IFRS 9, cette dernière requiert de reconnaître les pertes attendues et non plus uniquement les pertes avérées. IFRS 9 conduit donc à constater une provision dès la reconnaissance initiale des créances commerciales. S'agissant de créances sans composante financière significative, le Groupe applique le modèle alternatif de la norme qui consiste à provisionner les pertes attendues sur la durée.



(en millions d'euros)

	31 DEC , 2021	31 DEC , 2020
Valeurs brutes	2 214	1 841
Dépréciations	(95)	(98)
VALEURS NETTES DES COMPTES CLIENTS	2 119	1 743

Détail des stocks et autres tiers actifs



Principe de comptabilisation des stocks

Les stocks, conformément à la norme IAS 2 « Stocks », sont évalués au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Les stocks sont valorisés au prix moyen pondéré.



Pour Edenred, les stocks se composent principalement de stocks de billetterie ProwebCE, ainsi que de cartes et de papier pour impression des titres.

(en millions d'euros)	31 DEC , 2021	31 DEC , 2020
Stocks	46	43
TVA à récupérer	147	106
Créances vis à vis du personnel et des organismes sociaux	4	2
Créances d'impôts et taxes	11	11
Charges constatées d'avance	23	27
Autres débiteurs	240	138
VALEURS BRUTES DES STOCKS ET AUTRES TIERS ACTIFS	471	327
Dépréciations	(1)	(1)
VALEURS NETTES DES STOCKS ET AUTRES TIERS ACTIFS	470	326



Au 31 décembre 2021, le poste Autres débiteurs s'élève à 240 millions d'euros contre 138 millions d'euros au 31 décembre 2020. Ce poste est principalement composé du retraitement de participation applicable dans certains pays, (voir note 4.2.2), pour 83 millions d'euros (71 millions d'euros au 31 décembre 2020) et d'autres débiteurs divers pour 157 millions d'euros (67 millions d'euros au 31 décembre 2020).

Détail des autres tiers passifs



(en millions d'euros)	31 DEC , 2021	31 DEC , 2020
TVA à payer	38	36
Dettes vis-à-vis du personnel et des organismes sociaux	106	87
Dettes d'impôts et taxes (hors IS)	10	6
Produits constatés d'avance	76	47
Autres créanciers	1 233	1 263
Total autres tiers passifs	1 463	1 439
Dettes d'IS	27	11
VALEURS DES AUTRES TIERS PASSIFS	1 490	1 450

Le poste Autres créanciers intègre principalement les volumes à émettre pour 40 millions d'euros (49 millions d'euros au 31 décembre 2020) et les autres créanciers divers pour 1 193 millions d'euros (1 214 millions au 31 décembre 2020) liés principalement aux clients directs PPS.

NOTE 5 ACTIFS NON COURANTS

5.1 GOODWILL



A l'occasion de la première consolidation des filiales et participations du Groupe, il est procédé, dans un délai n'excédant pas un an, à l'évaluation de l'ensemble des éléments identifiables (actifs et passifs éventuels) acquis et à l'allocation du prix d'acquisition. L'évaluation se fait dans la devise de l'entité acquise.

Goodwill

L'écart résiduel éventuel correspondant à l'excédent du coût d'acquisition du Groupe sur la juste valeur des actifs et des passifs identifiables de l'entité acquise à la date d'acquisition est inscrit à l'actif du bilan sous la rubrique « Goodwill ». Les goodwill sont généralement représentatifs de la présence de synergies et d'autres avantages attendus résultant du rachat des entités acquises et qui n'ont pas été reconnus comme des actifs séparés en IFRS.

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 révisée « Regroupement d'entreprises », le Groupe est amené à choisir, pour chaque prise de contrôle partielle, de comptabiliser le goodwill soit sur une base de 100% soit sur la base du pourcentage d'intérêt acquis (sans modification ultérieure en cas de rachat complémentaire de participations ne donnant pas le contrôle). Dans le cadre d'une comptabilisation du goodwill sur une base de 100%, un goodwill attribuable aux minoritaires est alors comptabilisé.

Le goodwill provenant de l'investissement dans une entreprise dans laquelle le Groupe exerce une influence notable, est inclus dans la valeur comptable de celle-ci.

Le goodwill provenant de l'acquisition de filiales est présenté séparément au bilan.

Les goodwill font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. En cas de perte de valeur, la dépréciation constatée au compte de résultat est irréversible.



(en millions d'euros)

	31 DEC , 2021	31 DEC , 2020
Valeurs brutes	1 676	1 625
Amortissements cumulés et dépréciations	(170)	(168)
TOTAL EN VALEUR NETTE	1 506	1 457

<i>(en millions d'euros)</i>	31 DEC , 2021	31 DEC , 2020
France (Principalement Ticket Cadeaux, Proweb CE et Moneo Resto)	160	160
UTA (y compris Road Account)	169	169
Royaume-Uni (y compris Prepay Technologies et TRFC)	151	141
Italie (y compris Easy Welfare)	92	92
Roumanie (y compris Benefit Online)	35	36
Finlande	19	19
Slovaquie	18	18
Pologne (y compris Timex)	17	17
Suède	17	18
République Tchèque	13	12
Lituanie (EBV)	12	12
Belgique (y compris Merits & Benefits et Ekiv ita)	11	11
Portugal	6	6
Autres (inférieurs à 5 millions d'euros)	1	
Europe hors France	561	551
Brésil (y compris Repom, Embratec & Coopercard)	270	268
Mexique	41	39
Autres (inférieurs à 5 millions d'euros)	11	11
Amerique Latine	322	318
Etats-Unis (y compris CSI)	426	393
Dubaï (y compris Mint)	28	26
Japon	9	8
Autres (inférieurs à 5 millions d'euros)		1
Reste du monde	463	428
TOTAL EN VALEUR NETTE	1 506	1 457



La variation des goodwill nets sur la période considérée s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	2021	2020
VALEUR NETTE EN DEBUT DE PERIODE	1 457	1 604
Augmentation de la valeur brute et impact des entrées de périmètre		13
Dubai (acquisition Mint)*		(18)
Roumanie (acquisition Benefit Online)		1
Brésil (intégration Coopercard)		18
Lituanie (acquisition EBV)		12
Cessions de l'exercice		-
Dépréciations		(1)
Différence de conversion	49	(159)
VALEUR NETTE EN FIN DE PERIODE	1 506	1 457

* Lié à l'allocation provisoire du prix d'acquisition Mint de l'exercice 2019.

5.2 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES



Conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les dépenses encourues au titre des projets internes sont distinguées selon qu'elles sont encourues lors de la phase de recherche ou lors de la phase de développement. Cette distinction est essentielle car elle conditionne leur traitement comptable.

Les dépenses encourues lors de la phase de recherche d'un projet interne ne sont pas immobilisées et sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Les dépenses encourues lors de la phase de développement d'un projet interne sont analysées afin de déterminer leur caractère capitalisable. Si les six critères définis par IAS 38.57 sont remplis simultanément, alors les dépenses sont capitalisées et amorties, selon la durée de la classe d'immobilisation auxquelles elles sont rattachées. A défaut, ces dépenses constituent des charges enregistrées au cours de l'exercice auquel elles se rapportent.

Les six critères d'IAS 38.57 à réunir afin qu'une capitalisation de charges soit possible sont les suivants :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- la capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables ;
- la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ; et

- la capacité à évaluer de manière fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.



Les marques principales sont considérées comme des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée. Ces immobilisations ne sont donc pas amorties et font l'objet d'une revue de leur valorisation lors de la survenance d'événements susceptibles de remettre en cause leur valeur et dans tous les cas au minimum une fois par an. Lorsque leur valeur recouvrable fondée sur les critères ayant prévalu lors de leur acquisition s'avère inférieure à leur valeur nette comptable, une dépréciation est constituée.

Les autres immobilisations incorporelles, qualifiées d'immobilisations incorporelles à durée de vie définie (logiciels acquis ou générés en interne, licences et listes clients) sont amorties selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur durée d'utilité prévue :



- licences : durée de la licence ;
- listes clients : entre 3 et 18 ans ;
- logiciels : entre 2 et 7 ans.

La valeur des immobilisations incorporelles identifiables comptabilisées à l'occasion d'un regroupement d'entreprise repose notamment sur des travaux d'experts indépendants, fondés sur des critères propres à chaque secteur d'activité, permettant leur suivi ultérieur. Les marques identifiables sont valorisées selon une approche multicritère tenant compte à la fois de leur notoriété et de la rentabilité qu'elles génèrent. Les listes clients sont quant à elles évaluées par reconstitution du coût de conquête de nouveaux clients.



(en millions d'euros)	31 DEC , 2021	31 DEC , 2020
VALEURS BRUTES	1 212	1 126
Marques	65	66
Listes clients	586	570
Licences, logiciels	397	365
Autres immobilisations incorporelles	164	125
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR	(535)	(471)
Marques	(11)	(11)
Listes clients	(201)	(162)
Licences, logiciels	(268)	(248)
Autres immobilisations incorporelles	(55)	(50)
VALEURS NETTES	677	655

Les listes clients acquises en 2021 se composent principalement de EBV pour un montant net total de 1 million d'euros.

Les autres immobilisations incorporelles concernent notamment des immobilisations en cours dans le cadre de projets de développement de plateformes Technologiques.



Tableau de variation des immobilisations incorporelles

(en millions d'euros)	2021	2020
VALEURS NETTES EN DEBUT DE PERIODE	655	706
Entrées de périmètre immobilisations incorporelles	1	18
Immobilisations générées en interne	80	63
Acquisitions	24	25
Cessions	(1)	-
Dotations aux amortissements immobilisations incorporelles	(88)	(80)
Pertes de valeur comptabilisées en charges	(8)	(12)
Différence de conversion	15	(82)
Reclassements	(1)	17
VALEURS NETTES EN FIN DE PERIODE	677	655

5.3 IMMOBILISATIONS CORPORELLES



Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition ou à leur coût de revient moins les amortissements et les pertes de valeur. Les immobilisations corporelles en cours de construction sont comptabilisées au coût, diminué de toute perte de valeur identifiée. L'amortissement de ces actifs commence dès leur mise en service.

A partir de la date de mise en service du bien, les immobilisations corporelles sont amorties linéairement, selon une approche par composants, sur leur durée d'utilité :



- agencements : entre 5 et 15 ans ;
- matériels et mobiliers : entre 4 et 7 ans.

Les immeubles de placement sont amortis linéairement, selon une approche par composants, sur leur durée d'utilité. Les immeubles de placement du Groupe sont intégralement constitués d'actifs au Venezuela. Les constructions sont amorties sur un maximum de 40 années. Les autres composants sont amortis sur les mêmes durées que les autres immobilisations corporelles du Groupe.



	31 DEC , 2021			31 DEC , 2020		
	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	VALEUR NETTE	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	VALEUR NETTE
<i>(en millions d'euros)</i>						
Terrains	2	-	2	2	-	2
Constructions	19	(8)	11	18	(7)	11
Agencements	29	(18)	11	31	(19)	12
Matériels et mobiliers	104	(83)	21	102	(76)	26
Immobilisations en cours	2		2	1		1
Droits d'utilisation	186	(77)	109	156	(60)	96
Total	342	(186)	156	310	(162)	148



Tableau de variation des immobilisations corporelles :

<i>(en millions d'euros)</i>	2021	2020
VALEURS NETTES EN DEBUT DE PERIODE	148	169
Entrées de périmètre immobilisations corporelles	-	2
Inv estissements immobilisations corporelles	10	15
Droits d'utilisation	47	37
Cessions et mises au rebut	(2)	(3)
Dotations aux amortissements	(44)	(45)
Différence de conversion	-	(11)
Autres reclassements	(3)	(16)
VALEURS NETTES EN FIN DE PERIODE	156	148

5.4 PARTICIPATIONS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE



Conformément à la norme IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités », une entité doit fournir des informations relatives aux participations afin de permettre au lecteur d'évaluer :

- la nature des intérêts détenus dans d'autres entités et les risques qui leur sont associés ;
- les incidences de ces intérêts sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de l'entité.

Comme indiqué dans IAS 28.R, avoir une influence notable sur une entité consiste à avoir le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles de cette dernière, sans toutefois exercer un contrôle (cas des intégrations globales) ou un contrôle conjoint sur ces politiques.

Au 31 décembre 2021, les participations dans les sociétés mises en équivalence sont principalement composées des sociétés AGES (AGES Maut System GmbH & Co KG and Ages International GmbH & Co KG), MSC (Mercedes Service Card Beteiligungs GmbH et Mercedes Service Card GmbH & Co KG) et Freto.

Variation des participations dans les sociétés mises en équivalence

(en millions d'euros)	2021	2020
Participation dans les sociétés mises en équivalence de début de période	64	69
Acquisitions de participations mises en équivalence	4	
Résultat des sociétés mises en équivalence	8	13
Augmentation de capital	3	1
Impairment des titres mis en équivalence		(3)
Variation de périmètre	2	
Dividendes reçus de participations mises en équivalence	(14)	(16)
Participation dans les sociétés mises en équivalence de fin de période	67	64

5.5 TESTS DE DEPRECIATION



Valeur recouvrable des immobilisations

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », les goodwill, les immobilisations incorporelles, corporelles et les immeubles de placement font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur, et, au minimum une fois par an, pour les immobilisations à durée de vie indéfinie (catégorie limitée aux goodwill et aux marques).

Reprises des dépréciations

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'Actifs », les dépréciations des goodwill sont irréversibles. Les dépréciations se rattachant aux immobilisations corporelles et aux immobilisations

incorporelles à durée de vie indéfinie telles que les marques sont, quant à elles, réversibles dès lors qu'il y a un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'UGT.

Unités Génératrices de Trésorerie

Les tests de dépréciation sont réalisés au niveau d'Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) ou groupes d'UGT.

Une UGT est le plus petit groupe d'actifs générant des flux de trésorerie de manière autonome et correspond au niveau auquel le Groupe organise ses activités et analyse ses résultats dans son reporting interne. Tous les actifs sont alloués à des UGTs. Lorsqu'il n'est pas possible d'affecter le goodwill sur une base non arbitraire à des UGT données, le goodwill peut être alloué à un groupe d'UGT ne dépassant pas le niveau du secteur opérationnel, tel que défini en note 4 (Activité Opérationnelle).



Les indices de perte de valeur sont les suivants pour les UGTs du Groupe :

- baisse significative des revenus, résultats opérationnels, flux de trésorerie d'exploitation ;
- changement défavorable (observé ou attendu dans un avenir proche) dans les conditions d'utilisation d'un actif (fermetures et arrêts provisoires, sous-activité, perturbation des approvisionnements ou de la production) ;
- changement défavorable (observé ou attendu dans un avenir proche) dans l'environnement économique général de l'entité ou de l'actif.

Les UGTs sont identifiées par pays (voir note 5.1). Pour les pays les plus significatifs, elles sont définies par famille de solutions (Avantages aux salariés, Solutions de mobilité professionnelle et Solutions complémentaires) dès lors qu'il s'agit d'une activité bien distincte comportant des équipes commerciales et des portefeuilles clients distincts.

Méthodes de détermination de la valeur recouvrable

Les tests de dépréciation consistent à comparer la valeur nette comptable de l'UGT avec sa valeur recouvrable, définie comme le plus haut de la juste valeur diminuée des coûts de cession et de la valeur d'utilité.

La valeur nette comptable correspond à la valeur nette comptable des capitaux engagés.

Chez Edenred, elle se décompose ainsi :



- goodwill
- immobilisations corporelles et incorporelles
- BFR hors *float* y compris dette d'IS

Le *float* correspond au besoin en fonds de roulement d'exploitation, soit les titres de services à rembourser diminués des créances clients.

Les tests de dépréciation sont réalisés en deux étapes :

- première étape : le Groupe compare la valeur nette comptable des UGTs/groupes d'UGT avec un multiple de l'Excédent Brut d'Exploitation jugé représentatif de la juste valeur diminuée du coût des ventes. Le Groupe considère qu'un écart supérieur à 20% entre la juste valeur diminuée des coûts de cession et la valeur nette comptable est synonyme d'une perte de valeur potentielle ;
- deuxième étape : lorsqu'un risque de perte de valeur est identifiée selon cette méthode ou en cas de modification des circonstances économiques du pays ou propres à l'activité locale, un

test fondé sur les flux futurs de trésorerie est effectué afin de déterminer la perte de valeur potentielle par comparaison avec la valeur nette comptable.

La méthodologie appliquée est la suivante

Etape 1 : Juste valeur diminuée du coût de vente	Etape2* : Valeur d'utilité
<p>Multiple de l'excédent brut d'exploitation : Ce procédé est une méthode de reconstitution de la juste valeur diminuée des coûts de vente et permet d'approcher au mieux la valeur de réalisation d'une UGT en cas de mise en vente. Cette méthode consiste à calculer l'EBITDA moyen des deux dernières années réalisé par l'UGT puis à lui appliquer un multiple en fonction de la situation géographique du pays ainsi que du risque spécifique au pays. Les multiples retenus correspondent à des moyennes de transactions ayant eu lieu sur le marché et dans une fourchette comparable aux multiples de valorisation du groupe Edenred. En cas d'identification d'une perte de valeur potentielle, un test sur les flux futurs de trésorerie est alors réalisé (Etape 2).</p>	<p>Valeur fondée sur un test de flux de trésorerie actualisés : Les projections utilisés sont conformes aux plans d'affaires à 5 ans validés par le Conseil d'Administration. Le taux retenu en 2021 pour l'actualisation des flux futurs est le WACC (Weighted Average Cost of Capital) après impôt du Groupe, décliné par pays et par types d'activités. Le taux de croissance à l'infini est lui, adapté, en fonction de l'évolution économique de chacun des pays.</p>

* Effectuée dans deux cas :

- la première méthode a montré des signes de perte de valeur ;
- l'UGT ou le pays présente des circonstances économiques particulières

Le Groupe a référencé les UGT susceptibles d'être impactées par l'épidémie en cours et des tests de perte de valeur ont été réalisés.

A l'issue de ce test, si cette évaluation met en évidence une dépréciation à comptabiliser, celle-ci est égale à la différence entre la valeur nette comptable des capitaux engagés et la valeur d'utilité de l'UGT testée. Cette dépréciation est affectée d'abord à la réduction de valeur des goodwill de l'UGT/groupe d'UGT, puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'UGT/groupe d'UGT.



Les UGTs suivantes ont fait l'objet de test selon la valeur d'utilité au cours de l'exercice 2021 : CSI, Dubai, EBV, Japon, Pérou, Prepay Solutions, Ticket Servicos (Brésil), plus spécifiquement l'actif incorporel Itau acquis en 2019.

Les UGTs suivantes ont fait l'objet de test selon la valeur d'utilité au cours de l'exercice 2020 : Japon, Colombie, Prepay Solutions, CSI, Suède, Goodcard, Ticket Servicos (Brésil), plus spécifiquement l'actif incorporel Itau acquis en 2019 et Pérou.

Pertes de valeurs comptabilisées

Les pertes de valeur cumulées portant sur les actifs corporels et incorporels s'élèvent à -199 millions d'euros au 31 décembre 2021, contre -198 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Les actifs corporels et incorporels des UGTs du Groupe impactés par les pertes de valeur cumulées se détaillent comme suit :



(en millions d'euros)	31 DEC , 2021				31 DEC , 2020			
	Valeur brute	Amortissements	Perte de valeur cumulée	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements	Perte de valeur cumulée	Valeur nette
Goodwill	1 676		(170)	1 506	1 625		(168)	1 457
Marques	65	(6)	(5)	54	66	(6)	(5)	55
Listes clients	586	(199)	(2)	385	570	(160)	(2)	408
Autres immobilisations incorporelles	561	(302)	(21)	238	490	(275)	(23)	192
Immobilisations corporelles	342	(185)	(1)	156	310	(162)	-	148
TOTAL	3 230	(692)	(199)	2 339	3 061	(603)	(198)	2 260

Hypothèses clés



En 2021, le taux d'actualisation fondé sur le WACC (*Weighted Average Cost of Capital*) s'élève en moyenne à 9,1% pour le Groupe (9,0% en 2020).

Le tableau ci-dessous présente les taux d'actualisation et les taux de croissance à l'infini sur les UGTs testées en 2021.



	Taux d'actualisation		Taux de croissance à l'infini	
	2021	2020	2021 *	2020
Europe hors France	9.5% - 11.0%	7.0% - 12.0%	2.0% - 2.2%	1.8% - 2.0%
Amérique latine	9.8% - 13.5%	9.8% - 15.8%	2.0% - 3.1%	2.0% - 3.3%
Reste du Monde	6.2% - 10.1%	6.2% - 10.1%	1.0% - 2.3%	1.0% - 3.0%

* Source : prévision d'inflation du FMI pour 2026

Analyse de sensibilité

Les données chiffrées relatives à l'analyse de sensibilité des taux et des hypothèses de croissance ci-dessous concernent les impacts sur les entités ayant fait l'objet d'une perte de valeur sur l'exercice.

Les tests d'impairment sont fait par UGT, mais ils sont présentés ci-dessous au niveau des regroupements de secteurs dans un souci de synthèse.

► Sensibilité au taux d'actualisation

Une augmentation de 50 bps des taux d'actualisation retenus pour l'évaluation des valeurs d'utilité 2021 des UGT listées ci-avant ne conduirait pas à une augmentation des pertes de valeur significatives sur l'exercice. Une diminution de 50 bps de ces taux d'actualisation n'induirait pas à une réduction des pertes de valeur significatives sur l'exercice.

► Sensibilité aux hypothèses de croissance

Une diminution de 50 bps des hypothèses de croissance retenues pour l'évaluation des valeurs d'utilité 2021 des UGT listées ci-avant ne conduirait pas à une augmentation des pertes de valeur significatives sur l'exercice. Une augmentation de 50 bps de ces hypothèses de croissance n'induirait pas une réduction des pertes de valeur significatives sur l'exercice.

5.6 DETAIL DES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS



Les amortissements, provisions et dépréciations reflètent les coûts de détention opérationnels des actifs en propriété, ainsi que les amortissements liés à la réévaluation à la juste valeur des actifs réalisés dans le cadre de regroupements d'entreprises.

<i>(en millions d'euros)</i>	2021	2020
Amortissements liés aux réévaluations à la juste valeur des actifs lors de regroupements d'entreprises	(36)	(40)
Amortissements des immobilisations incorporelles	(52)	(40)
Amortissements des immobilisations corporelles	(14)	(14)
Amortissements des droits d'utilisation	(30)	(31)
TOTAL	(132)	(125)

Au 31 décembre 2021, les montants d'amortissement liés à la réévaluation à la juste valeur des actifs comprennent principalement -8 millions d'euros sur CSI, -7 millions d'euros sur UTA, -5 millions d'euros sur ITAU, -4 millions d'euros sur Ticket Log, -3 millions d'euros sur TRFC et -1 million d'euros sur Proweb, Easy Welfare et EBV.

NOTE 6 ELEMENTS FINANCIERS

6.1 RESULTAT FINANCIER



Le résultat financier comprend :

- les charges ou produits d'intérêts sur les emprunts, les autres passifs financiers et les prêts et créances ;
- le résultat de change sur opérations financières ;
- les dotations / reprises de provisions financières.



(en millions d'euros)	2021	2020
Coût de l'endettement brut	(54)	(56)
Effet des instruments de couverture	21	20
Produits générés par la trésorerie et autres placements de trésorerie	24	20
Coût de l'endettement net	(9)	(16)
Gains (Pertes) sur écarts de change	(1)	-
Autres produits financiers	16	4
Autres charges financières	(25)	(25)
RESULTAT FINANCIER	(19)	(37)

Le coût d'endettement brut au 31 décembre 2021 inclut l'amortissement de la charge à répartir des emprunts obligataires émis par la société pour 9 millions d'euros ainsi que des produits d'intérêts sur l'émission de Neu CP à taux négatif.

Le montant des intérêts versés est de 24 millions d'euros sur l'exercice 2021 et 25 millions d'euros sur l'exercice 2020.

Les effets des instruments de couverture correspondent aux charges et produits d'intérêts sur les swaps de taux d'intérêts comme présentés en note 6.6 « Instruments financiers et gestion des risques de marché ».

Les postes des autres produits et charges financiers sont principalement constitués de frais bancaires, d'agios, d'intérêts divers et de dépréciations à caractère financier.

6.2 ACTIFS FINANCIERS



Un actif financier tel que défini par la norme IFRS 9 est un droit contractuel à un avantage économique qui se traduira in fine par la réception d'un flux de trésorerie ou d'un instrument de capitaux propres. Lors de sa première comptabilisation au bilan, un actif financier est évalué à sa juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition de cet actif. Cette juste valeur initiale correspond au prix d'acquisition de l'instrument.



L'évaluation et la comptabilisation des actifs et des passifs financiers sont définies par la norme IFRS 9 « Instruments financiers »

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés dans le bilan du Groupe lorsque et seulement lorsque ce dernier devient une partie selon les dispositions contractuelles de l'instrument.

Les actifs financiers sont classés selon les catégories définies par la norme IFRS 9 :

- **Coût amorti** : une des conditions d'éligibilité d'un instrument de dette à la comptabilisation au coût amorti est que ses termes contractuels ne donnent droit qu'au paiement du principal (qui correspond à la juste valeur de l'actif financier lors de sa comptabilisation initiale et des intérêts, critère dit du « prêt basique » (SPPI : « solely payments of principal and interest»). Cette catégorie comprend principalement :

- 1) les dépôts à terme et les prêts à des sociétés non consolidées. Lors de leur comptabilisation initiale, ces prêts et créances sont comptabilisés à leur juste valeur.
- 2) les obligations et les titres de créances négociables dont la particularité est d'être **détenus jusqu'à l'échéance**. Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs sont considérés comme détenus jusqu'à échéance et comptabilisés à leur juste valeur.

A chaque clôture, ces actifs sont enregistrés au coût amorti. Ils font l'objet d'une dépréciation en date d'arrêté s'il existe une indication objective de dépréciation. La dépréciation correspondant à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable (actualisation des flux de trésorerie attendus au taux d'intérêt effectif d'origine) est comptabilisée au résultat. Elle est réversible si la valeur recouvrable est amenée à augmenter ultérieurement. Pour ces deux catégories, la comptabilisation au coût amorti est équivalente à la comptabilisation au prix d'acquisition, la mise en place de ces placements ne faisant pas l'objet de frais ou de coûts significatifs

- **A la juste valeur par résultat** : les parts de SICAV et de fonds commun de placement sont comptabilisées dans la catégorie « **Juste valeur par résultat** ». Ces actifs sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur, les variations de juste valeur étant enregistrées en compte de résultat.
- **la juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global (OCI)** : les instruments financiers dérivés actifs éligibles à la comptabilité de couverture sont comptabilisés à leur juste valeur, et les variations sont enregistrées en autres éléments du résultat global (OCI).

6.2.1 Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants sont principalement constitués de titres de participations, de prêts et des dépôts et cautionnements.



(en millions d'euros)	31 DEC , 2021			31 DEC , 2020		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Titres de participations	83	(3)	80	59	(2)	57
Dépôts et cautionnements	19	-	19	18	-	18
Autres actifs financiers non courants	42	(1)	41	58	(1)	57
ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	144	(4)	140	135	(3)	132

6.2 Actifs financiers courants



	31 DEC , 2021			31 DEC , 2020		
(en millions d'euros)	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Autres actifs financiers courants	9	(5)	4	5	(3)	2
Instruments dérivés	39	-	39	128	-	128
ACTIFS FINANCIERS COURANTS	48	(5)	43	133	(3)	130

Les autres actifs financiers courants sont principalement constitués de prêts courants avec des contreparties externes.

Les instruments dérivés sont comptabilisés selon les principes de la norme IFRS 9 « Instruments financiers ». Leur traitement comptable est détaillé dans la note 6.6 « Instruments financiers et gestion des risques de marché ».

6.3 TRESORERIE ET AUTRES PLACEMENTS DE TRESORERIE



Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend les disponibilités bancaires ainsi que les placements à court terme dans des instruments monétaires. Pour être classés dans le poste « Equivalents de trésorerie », les placements doivent respecter les critères de la norme IAS 7. Ces placements correspondent essentiellement à des dépôts à terme bancaires et à des comptes bancaires rémunérés sans risque en capital. Ils ont une échéance inférieure ou égale à trois mois lors de leur souscription et sont convertibles à tout moment en un montant connu de trésorerie et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Autres placements de trésorerie

Le poste « Autres placements de trésorerie » comprend les placements dont l'échéance est supérieure à trois mois et inférieure à un an. Bien que très liquides et peu sensibles aux risques de taux et de change, ces placements ne sont plus inclus dans le poste Trésorerie et équivalents de trésorerie, conformément à la norme IAS 7. Ce poste contient également les soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie faisant l'objet de restrictions liées à des réglementations propres à certains pays (contrôle des changes, etc.). Des placements de maturité supérieure à 1 an peuvent également être intégrés dans cette catégorie dès lors qu'ils prévoient des clauses de sortie à tout moment sans pénalité significative.

Comptabilisation

Les éléments entrant dans les catégories « Trésorerie et équivalents de trésorerie » et « Autres placements de trésorerie » sont des actifs financiers comptabilisés selon les principes de la norme IFRS 9 relative aux instruments financiers et de ses amendements.



Les postes « Trésorerie et équivalents de trésorerie » et « Autres placements de trésorerie » sont tous deux retenus dans le calcul de l'endettement net.



31 DEC , 2021

31 DEC , 2020

(en millions d'euros)	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Disponibilités	937	-	937	628	-	628
Dépôts à terme et assimilés à moins de 3 mois	503	-	503	471	-	471
Obligations et titres de créances négociables	18	-	18	-	-	-
SICAV et FCP à moins de 3 mois	36	-	36	26	-	26
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	1 494	-	1 494	1 125	-	1 125
Dépôts à terme et assimilés à plus de 3 mois	853	(1)	852	765	(1)	764
Obligations et titres de créances négociables	332	-	332	256	-	256
SICAV et FCP à plus de 3 mois	1	-	1	1	-	1
AUTRES PLACEMENTS DE TRESORERIE	1 186	(1)	1 185	1 022	(1)	1 021
TOTAL TRESORERIE ET AUTRES PLACEMENTS DE TRESORERIE	2 680	(1)	2 679	2 147	(1)	2 146

6.4 DETTES FINANCIERES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS



Dettes financières

Les emprunts non bancaires (obligataires, placement privé format Schuldschein, ...) et les emprunts bancaires sous forme d'emprunt, de tirages de lignes de crédit et découverts bancaires portant intérêts sont enregistrés pour les montants reçus, nets des coûts directs d'émission.

Les dettes financières sont comptabilisées au coût amorti à leurs mises en place et le cas échéant à la juste valeur pour les quotes-parts de dettes sous-jacentes adossées à des instruments de couverture. Le coût amorti utilise la méthode du taux effectif d'intérêt incluant les différents frais d'émission ainsi que les éventuelles primes de remboursement et d'émission.



31 DEC , 2021

31 DEC , 2020

(en millions d'euros)	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Obligations convertibles	884	-	884	500	-	500
Emprunts non bancaires	2 134	228	2 362	2 414	113	2 527
Emprunts bancaires	5	19	24	14	44	58
Neu CP	-	-	-	-	-	-
Banques créditrices	-	101	101	-	109	109
DETTES FINANCIERES	3 023	348	3 371	2 928	266	3 194
Dettes de location	86	28	114	74	28	102
Dépôts et cautionnements	22	4	26	19	5	24
Engagements d'achat sur intérêts ne conférant pas le contrôle	9	1	10	6	60	66
Instruments dérivés	-	10	10	-	2	2
Autres	3	4	7	-	3	3
AUTRES PASSIFS FINANCIERS	120	47	167	99	98	197
DETTES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS	3 143	395	3 538	3 027	364	3 391

Les dettes et autres passifs financiers ne sont assortis d'aucune clause particulière (dont notamment des covenants) susceptible d'en modifier significativement les termes.

Dettes financières

▸ Obligations convertibles et emprunts non bancaires

Edenred a procédé le 9 juin 2021 à une émission obligataire liée au développement durable à option de conversion et/ou échange en actions nouvelles et/ou existantes (OCEANE) d'un nominal d'environ 400 millions d'euros. Les OCEANE ne portent pas d'intérêt et ont été émises avec un prix d'émission de 100.875% du nominal faisant ressortir un rendement actuariel brut de -0.12%, un rendement IFRS de +0.54% avec une prime de conversion de 37.5% (soit un cours de conversion de 64.79€). A moins qu'elles n'aient été converties, remboursées ou rachetées et annulées, les OCEANE seront remboursées au pair le 9 juin 2028.

Conformément au Sustainability-Linked Bond Framework, si 2 indicateurs clés de performance sur 3 en matière de développement durable n'étaient pas atteints au 31 décembre 2025, le Groupe paierait un montant égal à 0,50% de la valeur nominale. Les 3 indicateurs clés de performance, issus des 10 indicateurs de développement durable du groupe, portent sur la diversité, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la sensibilisation des utilisateurs et commerçants à l'alimentation équilibrée et au gaspillage alimentaire.

L'OCEANE comprend une composante dette, évaluée à la date de mise en place sur la base du taux d'intérêt de marché appliqué à une obligation non convertible équivalente, comptabilisée en dettes financières non courantes et une composante optionnelle comptabilisée en capitaux propres. A fin décembre 2021, la composante dette est évaluée à 384 millions d'euros.

Au 31 décembre 2021, le Groupe présente un encours brut d'emprunts obligataires de 3 225 millions d'euros qui se ventile ainsi :

Date d'émission	Montant en M€	Coupon	Échéance
14/06/2021	400*	0%	7 ans 14/06/2028
18/06/2020	600	1,375%	9 ans 18/06/2029
06/09/2019	500*	0%	5 ans 06/09/2024
06/12/2018	500	1,875%	7 ans & 3 mois 06/03/2026
30/03/2017	500	1,875%	10 ans 30/03/2027
10/03/2015	500	1,375%	10 ans 10/03/2025
23/05/2012	225	3,75%	10 ans 23/05/2022
Encours brut d'emprunts obligataires		3 225	

* Emprunts obligataires convertibles (OCEANE)

Pour rappel, le montant de l'encours brut d'emprunts obligataires s'élevait à 2 825 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Date d'émission	Montant en M€	Coupon	Échéance
18/06/2020	600	1,375%	9 ans 18/06/2029
06/09/2019	500*	0%	5 ans 06/09/2024
06/12/2018	500	1,875%	7 ans & 3 mois 06/03/2026
30/03/2017	500	1,875%	10 ans 30/03/2027
10/03/2015	500	1,375%	10 ans 10/03/2025
23/05/2012	225	3,75%	10 ans 23/05/2022
Encours brut d'emprunts obligataires		2 825	

* Emprunt obligataire convertible (OCEANE)

Autres emprunts non bancaires

Le placement privé de 250 millions d'euros en financement Schuldschein a été partiellement remboursé par anticipation en décembre 2019 pour un montant de 105 millions d'euros. En juin 2021, 113 millions d'euros arrivant à échéance ont été remboursés. L'encours de ce financement est de 32 millions d'euros au 31 décembre 2021 :

Date d'émission	Taux	Montant en M€	Échéance
29/06/2016	1,47% Fixe	32	7 ans 29/06/2023
Total de l'emprunt Schuldschein		32	

Emprunts bancaires

Le Groupe présente un encours d'emprunts bancaires de 24 millions d'euros au 31 décembre 2021.

Programme Neu CP et Neu MTN

Au 31 décembre 2021, l'encours de dette financière court terme du programme s'élève à 0 million d'euro sur un plafond autorisé de 750 millions d'euros.

Par ailleurs, le programme Neu MTN de 250 millions d'euros n'est pas utilisé à cette date.

Analyse par échéance – Valeurs comptables

▀ Au 31 décembre 2021



(en millions d'euros)	2022	2023	2024	2025	2026	2027 et au-delà	31 DEC, 2021
Obligations convertibles	-	-	500	-	-	384	884
Emprunts non bancaires	228	32	-	488	510	1 104	2 362
Emprunts bancaires	19	4	1	-	-	-	24
Neu CP	-	-	-	-	-	-	-
BANQUES CREDITRICES	101	-	-	-	-	-	101
DETTES FINANCIERES	348	36	501	488	510	1 488	3 371
Dettes de location	28	22	17	15	12	20	114
Dépôts et cautionnements	4	22	-	-	-	-	26
Engagements d'achat sur intérêts ne conférant pas le contrôle	1	-	2	-	-	7	10
Instruments dérivés	10	-	-	-	-	-	10
Autres	4	3	-	-	-	-	7
AUTRES PASSIFS FINANCIERS	47	47	19	15	12	27	167
TOTAL	395	83	520	503	522	1 515	3 538

▀ Au 31 décembre 2020



(en millions d'euros)	2021	2022	2023	2024	2025	2026 et au-delà	31 DEC, 2020
Obligations convertibles	-	-	-	500	-	-	500
Emprunts non bancaires	113	233	32	-	492	1 657	2 527
Emprunts bancaires	44	9	4	1	-	-	58
Neu CP	-	-	-	-	-	-	-
Banques créditrices	109	-	-	-	-	-	109
DETTES FINANCIERES	266	242	36	501	492	1 657	3 194
Dettes de location	28	24	18	10	8	14	102
Dépôts et cautionnements	5	19	-	-	-	-	24
Engagements d'achat sur intérêts ne conférant pas le contrôle	60	-	-	1	-	5	66
Instruments dérivés	2	-	-	-	-	-	2
Autres	3	-	-	-	-	-	3
AUTRES PASSIFS FINANCIERS	98	43	18	11	8	19	197
TOTAL	364	285	54	512	500	1 676	3 391

Ligne de crédit

Au 31 décembre 2021, Edenred disposait de 750 millions d'euros de ligne de crédit confirmée non utilisée avec une échéance février 2026. Cette ligne est destinée à financer les besoins généraux liés à l'activité du Groupe.

La maturité du crédit syndiqué de 750 millions d'euros a été étendue en février 2022 d'une nouvelle année par rapport à sa maturité au 12 février 2026 suite à l'exercice de l'option d'extension de maturité par Edenred auprès du pool des prêteurs. Chaque prêteur a accepté cette extension. Cette nouvelle maturité de 5 ans offre une période de disponibilité jusqu'en février 2027.

6.5 ANALYSE DE L'ENDETTEMENT NET ET DE LA TRESORERIE NETTE



(en millions d'euros)

	31 DEC , 2021	31 DEC , 2020
Dettes financières non courantes	3 023	2 928
Autres passifs financiers non courants	120	99
Dettes financières courantes	247	157
Autres passifs financiers courants	47	98
Banques créditrices	101	109
DETTES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS	3 538	3 391
Actifs financiers courants	(43)	(130)
Autres placements de trésorerie	(1 185)	(1 021)
Trésorerie & équivalent de trésorerie	(1 494)	(1 125)
TRESORERIE ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS	(2 722)	(2 276)
DETTE NETTE	816	1 115

Les autres passifs financiers non courants et courants intègrent les passifs locatifs IFRS 16 pour un montant de 114 millions d'euros.



► Au 31 décembre 2021

	Elements cash				Exercice des engagements d'achat sur intérêt ne conférant pas le contrôle	Elements non cash					DEC. 31 , 2021	
	DEC. 31 , 2020	Augmentation	Diminution	Variation		Souscription nouveaux droits d'usage et sortie anticipée	Variation de périmètre	Impact Océane	Juste valeur des instruments financiers	Reclassement		Différence de conversion
Dettes financières non courantes	2 928	410	-	-	-	-	-	(18)	-	(297)	-	3 023
Autres passifs financiers non courants	99	6	-	-	-	38	1	-	-	(24)	-	120
TOTAL PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS	3 027	416	-	-	-	38	1	(18)	-	(321)	-	3 143
Dettes financières courantes (y compris banque créditrice)	266	-	-	(156)	-	-	(1)	-	-	237	2	348
Autres passifs financiers courants	98	-	-	(37)	(46)	5	(1)	-	2	27	(1)	47
Total passifs financiers courants	364	-	-	(193)	(46)	5	(2)	-	2	264	1	395
Actifs financiers courants	(2 276)	-	-	(542)	-	-	2	-	34	57	3	(2 722)
TOTAL PASSIFS (ACTIFS) FINANCIERS COURANTS	(1 912)	-	-	(735)	(46)	5	-	-	36	321	4	(2 327)
DETTE NETTE	1 115	416	-	(735)	(46)	43	1	(18)	36	-	4	816



Au 31 décembre 2020

	Elements cash					Elements non cash					DEC. 31. 2020
	31 DEC. 2019	Augmentation	Diminution	Variation	Exercice des engagements d'achat sur intérêt ne conférant pas le contrôle	Souscription nouveaux droits d'usage	Variation de périmètre	Juste valeur des instruments financiers	Reclassement	Différence de conversion	
Dettes financières non courantes	2 421	630	(2)	0	0	-	-	-	(121)	-	2 928
Autres passifs financiers non courants	139	3	(4)	-	-	14	2	-	(47)	(8)	99
TOTAL PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS	2 560	633	(6)	-	-	14	2	-	(168)	(8)	3 027
Dettes financières courantes (y compris banque créditrice)	426	-	-	(277)	-	-	-	-	122	(5)	266
Autres passifs financiers courants	177	-	-	(40)	(85)	-	23	(23)	46	-	98
Total passifs financiers courants	603	-	-	(317)	(85)	-	23	(23)	168	(5)	364
Actifs financiers courants	(1 873)	-	-	(628)	-	-	31	(5)	-	199	(2 276)
TOTAL PASSIFS (ACTIFS) FINANCIERS COURANTS	(1 270)	-	-	(945)	(85)	-	54	(28)	168	194	(1 912)
DETTES NETTE	1 290	633	(6)	(945)	(85)	14	56	-28	-	186	1 115

6.6 INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES DE MARCHE



Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés afin de couvrir son exposition aux risques auxquels il est confronté dans le cadre de ses activités. Les risques couverts sont le risque de change, le risque de taux d'intérêt ainsi que le risque prix du carburant.

En application de la norme IFRS 9, les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, puis réévalués à leur juste valeur à chaque clôture. L'intention d'utilisation de l'instrument dérivé détermine sa classification IFRS et a fortiori la comptabilisation des variations de juste valeur.

La plupart des dérivés de taux et de change utilisés par Edenred remplissent les critères permettant de les traiter comme des instruments de couverture. La comptabilité de couverture est applicable si et seulement si les conditions prévues par la norme IAS 39 sont remplies, à savoir :

- la relation de couverture doit être clairement désignée et documentée à la date de la mise en place de l'instrument de couverture ;
- « l'efficacité » de la relation de couverture doit être démontrée dès son origine et à chaque arrêté de façon prospective et rétrospective.

Instruments financiers qualifiés de couverture

Lorsque les instruments financiers dérivés sont qualifiés d'instruments de couverture, leur traitement varie selon qu'ils sont qualifiés :

- de couverture de juste valeur d'un actif ou d'un passif ou d'un engagement ferme non comptabilisé ; ou
- de couverture de flux de trésorerie.

Couverture de juste valeur

Une couverture de juste valeur permet de couvrir l'exposition au risque de variation de juste valeur d'un passif financier ou d'un engagement ferme non comptabilisé.

Couverture de flux de trésorerie

Une couverture de flux de trésorerie permet de couvrir les variations de valeur des flux futurs de trésorerie attachée à des actifs ou passifs existants ou à une transaction prévue hautement probable.

La variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée en résultat de la période, symétriquement à la variation de l'élément couvert. Ces deux réévaluations se compensent au sein des mêmes rubriques du compte de résultat, au montant près de la « part inefficace » de la couverture.

La variation de juste valeur de l'instrument financier dérivé est comptabilisée en capitaux propres pour la « part efficace » de la couverture et en résultat de la période pour la « part inefficace ».

Les montants accumulés dans les capitaux propres sont repris en résultat sur la période pendant laquelle l'élément couvert affecte le résultat.

Dans le cadre de relations de couverture de flux de trésorerie, de la cession ou de l'échéance d'un instrument de couverture, ou dès lors qu'un instrument de couverture ne remplit plus les critères requis pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le montant accumulé dans les capitaux propres à cette date demeure dans les capitaux propres jusqu'à la date à laquelle la transaction prévue est finalement comptabilisée en résultat.

Lorsqu'il s'avère qu'une transaction prévue ne se produira pas, le montant des gains et pertes accumulés dans les capitaux propres est immédiatement comptabilisé en résultat.

Autres instruments dérivés

Les instruments dérivés qui ne sont pas qualifiés d'instruments de couverture sont classés dans la catégorie « Juste valeur par résultat ». Leurs variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat financier.

Risques de taux : Analyse taux fixe / taux variable

Impact des couvertures

- Avant couverture

Les dettes financières avant opérations de couverture se décomposent comme suit :



(en millions d'euros)	31 DEC , 2021			31 DEC , 2020		
	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids
Dettes à taux fixe ⁽¹⁾	3 270	1,4%	100%	2 985	1,5%	97%
Dettes à taux variable	-	0,0%	0%	100	1,7%	3%
DETTES FINANCIERES *	3 270	1,4%	100%	3 085	1,5%	100%

* Dettes financières hors banques créditrices

(1) Les taux mentionnés pour la dette à taux fixe correspondent aux taux contractuels (soit 3,750%, 1,375% et 1,875%) appliqués au nombre de jours exact de l'année divisé par 360

- Après couverture

Après opérations de couverture de taux, les dettes financières se répartissent de la manière suivante :



(en millions d'euros)	31 DEC , 2021			31 DEC , 2020		
	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids
Dettes à taux fixe	1 254	0.6%	38%	924	0.6%	30%
Dettes à taux variable	2 016	0.8%	62%	2 161	0.8%	70%
DETTES FINANCIERES*	3 270	0.7%	100%	3 085	0.8%	100%

* Dettes financières hors banques créditrices

Couverture du risque de taux d'intérêt

Le risque de taux est couvert par des swaps de taux receveurs du taux fixe et payeurs du taux variable qui permettent de variabiliser la dette à taux fixe, ainsi que par des swaps de taux receveurs du taux fixe et payeurs du taux variable qui permettent de fixer les placements à taux variables :

- Swaps en couverture de la dette en Euro : notionnel de 2 107 millions d'euros pour une dette sous-jacente de 2 357 millions d'euros et une juste valeur de 32 millions d'euros représentant un actif financier ;
- Swaps en couverture de placements en BRL : notionnel de 235 millions d'euros pour des placements sous-jacents de 1 485 millions de reais brésiliens et une juste valeur de -2 millions d'euros représentant un passif financier ;
- Swaps en couverture de placements en MXN : notionnel de 108 millions d'euros pour des placements sous-jacents de 2 500 millions de pesos mexicains et une juste valeur de -1 million d'euros représentant un passif financier.

Selon la norme IFRS 9, les swaps adossés à la dette sont documentés dans le cadre de relations de couverture de juste valeur et les swaps adossés aux placements sont documentés en couverture de flux de trésorerie. Les impacts en compte de résultat sont non significatifs dans la mesure où le ratio d'efficacité est proche de 100%.

(en millions d'euros)	Montant notionnel	Juste valeur	2022	2023	2024	2025	2026	2027 et au-delà
BRL : swaps receveurs de taux fixe ⁽¹⁾	235	(2)	58	55	58	32	-	32
EUR : swaps payeurs de taux fixe	50	-	50	-	-	-	-	-
EUR : swaps payeurs de taux variable	2 057	32	225	32	-	500	500	800
MXN : swaps receveurs de taux fixe ⁽²⁾	108	(1)	-	22	22	42	22	-
TOTAL	2 450	29	333	109	80	574	522	832

(1) 1 485 M BRL équivalent de 235 millions d'euros en couverture de placements des entités Ticket Serviços SA, Repom & Ticket Log

(2) 2 500 M MXN équivalent de 108 millions d'euros en couverture de placements de l'entité Edenred Mexico

► Sensibilité au risque de taux

Edenred est soumis au risque de variation des taux d'intérêt sur son résultat compte tenu :



- des flux d'intérêts relatifs à l'endettement brut à taux variable, après effet des couvertures ;
- des instruments dérivés qualifiés de couverture de flux de trésorerie pour la partie inefficace des relations de couverture.

L'analyse présentée ci-dessous est effectuée en retenant l'hypothèse que la dette financière brute et les notionnels d'instruments dérivés au 31 décembre 2021 restent identiques sur une année.

Une variation de 100 points de base des taux d'intérêt (principalement Euribor 3 mois) à la clôture aurait pour effet une hausse ou une baisse des capitaux propres et du résultat (avant impôt) à hauteur des montants indiqués dans le tableau ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	Résultat		Capitaux propres	
	baisse des taux de 100 bp	hausse des taux de 100 bp	baisse des taux de 100 bp	hausse des taux de 100 bp
Dette à taux variable après couverture	15	(15)	-	-
Instruments dérivés qualifiés de couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-
TOTAL	15	(15)	-	-

Risques de change : Analyse par devise

► Impact des couvertures

- Avant couverture

Les dettes financières hors opérations de couverture se décomposent comme suit :



<i>(en millions d'euros)</i>	31 DEC , 2021			31 DEC , 2020		
	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids
EUR	3 260	1,3%	100%	3 048	1,4%	99%
Autres devises	10	6,7%	0%	37	3,2%	1%
DETTES FINANCIERES*	3 270	1,4%	100%	3 085	1,5%	100%

* Dettes financières hors banques créditrices

- Après couverture

Après opérations de couverture de change, les dettes financières se répartissent de la manière suivante :



	31 DEC , 2021			31 DEC , 2020		
(en millions d'euros)	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids
EUR	3 227	0,7%	99%	3 017	0,7%	98%
Autres dev ises	43	2,6%	1%	68	2,3%	2%
DETTES FINANCIERES*	3 270	0,7%	100%	3 085	0,8%	100%

* Dettes financières hors banques créditrices

Couverture du risque de change



Pour chaque devise, la « valeur nominale » représente le montant vendu ou acheté à terme dans cette devise. La juste valeur est la différence entre le montant contre valorisé au cours à terme en date de clôture (différent du cours à terme contractuel) et le cours spot à la date de mise en place de la couverture.

A l'exception des ventes à terme de BRL et de MXN, toutes les opérations de change effectuées par le Groupe et listées ci-dessous sont des opérations de couverture. Elles sont principalement adossées à des prêts ou emprunts intra-groupe en devises et sont documentées au plan comptable dans des relations de couvertures de juste valeur.

Au 31 décembre 2021, la valeur de marché de l'ensemble des dérivés de change représente un actif de 0 million d'euros.

Elle se détaille comme suit :



(en millions d'euros)	Valeur nominale	Juste valeur	2022	2023	2024	2025	2026	2027 et au-delà
GBP	3	-	3	-	-	-	-	-
MXN	1	-	1	-	-	-	-	-
ACHATS A TERME ET SWAPS DE CHANGE	4	-	4	-	-	-	-	-
AED	32	-	32	-	-	-	-	-
VENTES A TERME ET SWAPS DE CHANGE	32	-	32	-	-	-	-	-
TOTAL	36	-	36	-	-	-	-	-

► Sensibilité au cours de change

Une variation de +10 % du taux de change des principales devises aurait les effets suivants sur le résultat d'exploitation avant autres charges et produits du Groupe : Brésil (BRL) -13 millions d'euros, Royaume-Uni (GBP) -3 millions d'euros et Mexique (MXN) -3 millions d'euros.

Une variation de -10 % du taux de change des principales devises aurait les effets suivants sur le résultat d'exploitation avant autres charges et produits du Groupe : Brésil (BRL) +13 millions d'euros, Royaume-Uni (GBP) +3 millions d'euros et Mexique (MXN) +3 millions d'euros.

Risques de liquidité



Les tableaux ci-dessous présentent l'échéancier des paiements liés aux dettes financières, intérêts inclus.

Les calculs de flux futurs de trésorerie sur intérêts sont établis sur la base des conditions de marché de taux à la date du 31 décembre 2021. Les taux variables sont estimés avec la courbe des taux anticipés et les taux fixes sont connus d'avance. Les flux futurs de remboursement de dette sont effectués sans renouvellement des dettes arrivant à échéance.

► Au 31 décembre 2021



(en millions d'euros)	31 DEC , 2021 Valeur au bilan	Total des flux contra- ctuels	2022	2023	2024	2025	2026	2027 et au-delà
Obligations convertibles	884	884	-	-	500	-	-	384
Emprunts obligataires	2 330	2 330	228	-	-	488	510	1 104
Schuldschein	32	32	-	32	-	-	-	-
Neu CP	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts bancaires	24	24	19	4	1	-	-	-
Intérêts futurs	n.a	187	39	35	36	30	21	26
Banques créditrices	101	101	101	-	-	-	-	-
DETTES FINANCIERES	3 371	3 558	387	71	537	518	531	1 514
Autres passifs financiers	167	167	47	47	19	15	12	27
Intérêts futurs	n.a	(30)	(17)	(9)	(4)	(3)	(1)	4
AUTRES PASSIFS FINANCIERS	167	137	30	38	15	12	11	31
DETTES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS	3 538	3 695	417	109	552	530	542	1 545

► Au 31 décembre 2020



(en millions d'euros)	31 DEC, 2020 Valeur au bilan	Total des flux contra- ctuels	2021	2022	2023	2024	2025	2026 et au-delà
Obligations convertibles	500	500	-	-	-	500	-	-
Emprunts obligataires	2 382	2 382	-	233	-	-	492	1 657
Schuldschein	145	145	113	-	32	-	-	-
Neu CP	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts bancaires	58	58	44	9	4	1	-	-
Intérêts futurs	n.a	216	42	37	34	34	28	41
Banques créditrices	109	109	109	-	-	-	-	-
DETTES FINANCIERES	3 194	3 410	308	279	70	535	520	1 698
Autres passifs financiers	197	197	98	43	18	11	8	19
Intérêts futurs	n.a	(87)	(21)	(18)	(16)	(15)	(11)	(6)
AUTRES PASSIFS FINANCIERS	197	110	77	25	2	(4)	(3)	13
DETTES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS	3 391	3 520	385	304	72	531	517	1 711

Risques sur matières premières

Au 31 décembre 2021, le Groupe n'a aucune couverture sur matières premières.

Risques de crédit et contrepartie



Dans le cadre de ses activités, le Groupe est exposé aux risques de défaillance de ses contreparties lorsque celles-ci se trouvent dans l'impossibilité d'honorer leurs engagements contractuels.

Ainsi, le Groupe est exposé à des risques de crédit en cas de défaillance de ses clients, ainsi qu'au risque de contrepartie dans le cadre du placement de sa trésorerie et de la souscription de produits dérivés.

Avec plusieurs centaines de milliers d'entreprises et collectivités clientes au 31 décembre 2021, le Groupe dispose d'un portefeuille de clients extrêmement diversifié. En outre, ce portefeuille inclut tout type de clients (grands comptes, « *middle market* », Etat et collectivités locales, PME, etc.).

En termes de diversification des établissements financiers, le Groupe a conclu des opérations de placements avec des contreparties de premier plan, dont les ratings de catégorie *Investment Grade* représentent environ 80 % des encours confiés.

En termes de concentration des contreparties, le risque maximal en termes d'encours sur une même contrepartie représente moins de 20% des encours confiés à la date de clôture.

Instruments financiers & valorisation des actifs et passifs financiers à la juste valeur



Il existe trois hiérarchies de juste valeur

- **Niveau 1** : juste valeur évaluée par référence à des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques ;
- **Niveau 2** : juste valeur évaluée par référence à des prix cotés visés au Niveau 1 qui sont observables pour l'actif et le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix) ;
- **Niveau 3** : juste valeur évaluée par référence à des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables).

Valeur de marché des instruments financiers



(en millions d'euros)	Juste valeur	Valeur au bilan 31 DEC , 2021	Coût amorti	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat global	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
ACTIF								
Actifs financiers non courants	140	140	60	80	-	-	-	80
Fonds réservés	2 453	2 428	2 251	-	177	-	177	-
Actifs financiers courants	43	43	4	-	39	-	39	-
Autres placements de trésorerie	1 211	1 185	1 184	1	-	1	-	-
Trésorerie & équivalents de trésorerie	1 494	1 494	1 458	36	-	36	-	-
TOTAL ACTIF	5 341	5 290	4 957	117	216	37	216	80
PASSIF								
Dettes financières non courantes	3 131	3 023	2 993	-	30	-	30	-
Autres passifs financiers non courants	120	120	120	-	-	-	-	-
Dettes financières courantes	247	247	245	-	2	-	2	-
Autres passifs financiers courants	47	47	37	-	10	-	10	-
Banques créditrices	101	101	101	-	-	-	-	-
TOTAL PASSIF	3 646	3 538	3 496	-	42	-	42	-

▸ Instruments financiers dérivés



(en millions d'euros)	Qualification IFRS	31 DEC , 2021			31 DEC , 2020		
		Juste valeur	Montant notionnel	Valeur nominale	Juste valeur	Montant notionnel	Valeur nominale
Instruments financiers Actif							
Instruments dérivés de taux	Cash Flow Hedge	1	44	-	34	288	-
Instruments dérivés de taux	Fair Value Hedge	38	1 757	-	91	2 057	-
Instruments dérivés de change	Fair Value Hedge	-	-	36	3	-	140
Instruments dérivés de change	Cash Flow Hedge	-	-	-	-	-	1
Instruments dérivés de change	Trading	-	-	-	-	-	8
Instruments financiers Passif							
Instruments dérivés de taux	Cash Flow Hedge	(4)	349	-	(1)	50	-
Instruments dérivés de taux	Fair Value Hedge	(6)	300	-	-	-	-
Instruments dérivés de change	Fair Value Hedge	-	-	-	(1)	-	18
Instruments dérivés de change	Cash-Flow Hedge	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de change	Trading	-	-	-	-	-	4
Instruments autres dérivés	Cash-Flow Hedge	-	-	-	-	-	5
INSTRUMENTS FINANCIERS NETS		29	2 450	36	126	2 395	176



L'évaluation des dérivés au 31 décembre 2021 a été effectuée en prenant en compte l'ajustement de valeur au titre du risque de crédit (CVA) conformément à IFRS 13.

Le CVA, calculé pour une contrepartie donnée, résulte du produit : (i) de la valeur de marché des instruments dérivés négociés avec cette contrepartie si elle est positive, (ii) de la probabilité de défaut et (iii) de la perte en cas de défaut. Au 31 décembre 2021, les ajustements au titre du risque de crédit sont non significatifs.

- Réserves de juste valeur des instruments financiers

Les réserves de juste valeur des instruments financiers évoluent comme suit :



(en millions d'euros)	31 DEC , 2020	Nouvelles opérations	Variation de juste valeur	Recyclage résultat	31 DEC , 2021
Instruments de couverture de flux de trésorerie (après impôts)	33	(1)	(26)	-	6
Titres à la juste valeur	4	-	-	-	4
Total	37	(1)	(26)	-	10

NOTE 7 IMPOTS SUR LES BENEFICES – TAUX EFFECTIF D'IMPOT

7.1 IMPOT SUR LES BENEFICES



L'impôt sur les bénéfices correspond au cumul des impôts exigibles et des impôts différés des différentes sociétés du Groupe.

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d'un impôt différé selon la méthode du report variable en utilisant les derniers taux d'imposition adoptés ou quasi-adoptés. Les effets dus aux changements des taux d'impôt s'inscrivent en compte de résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est adopté.



Edenred a jugé que la CVAE, cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, assise sur la valeur ajoutée résultant des comptes sociaux, remplissait les caractéristiques d'un impôt sur le résultat, tel que défini par la norme IAS12. Par conséquent, la charge d'impôt de la période inclut également la charge au titre de la CVAE. Le montant de la CVAE au 31 décembre 2021 est de 2 millions d'euros, et 3 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Charge et produit d'impôt



(en millions d'euros)	2021	2020
Charge d'impôt exigible	(116)	(96)
Retenue à la source	(7)	(2)
Provisions pour risques fiscaux	-	-
SOUS-TOTAL IMPOTS EXIGIBLES	(123)	(98)
Impôts différés afférents à la naissance ou au revirement de différences temporelles	(28)	(26)
Impôts différés liés à des changements de taux ou à l'assujettissement à de nouveaux taux	-	-
SOUS-TOTAL IMPOTS DIFFERES	(28)	(26)
CHARGE D'IMPOT TOTALE	(151)	(124)

Preuve d'impôt



(en millions d'euros)	2021	2020
Résultat net de l'ensemble consolidé	343	266
Impôt sur les sociétés	(151)	(124)
Résultat avant impôt	494	390
Taux courant d'impôt en France	28,41%	32,02%
Charge d'impôt théorique	(140)	(125)
Différentiel de taux courant des pays étrangers	12	21
Effet en impôt du résultat des sociétés mises en équivalence	3	4
Ajustements d'impôts courants sur exercices antérieurs	2	-
Ajustements d'impôts afférents aux variations des taux d'impôt	(3)	-
Variation de la dépréciation des impôts différés actifs	2	(5)
Autres éléments*	(27)	(19)
TOTAL DES AJUSTEMENTS SUR L'IMPOT THEORIQUE	(11)	1
CHARGE D'IMPOT DU GROUPE	(151)	(124)
TAUX EFFECTIF D'IMPOT	30,6%	31,8%

* Les autres éléments se composent de l'impact des différences permanentes ainsi que des éléments imposés sur des bases autres que le résultat taxable des entités du Groupe, principalement les retenues à la source, la CVAE en France, l'IRAP en Italie.

7.2 IMPOTS DIFFERES



Des impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles sauf si l'impôt différé est généré par un goodwill non déductible fiscalement ou par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable à la date de transaction.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales, entreprises sous influence notable ou entreprises conjointes sauf si :

- la date à laquelle s'inversera la différence temporelle peut être contrôlée ; et
- s'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Il n'est constaté d'impôt différé actif sur les déficits reportables et amortissements réputés différés que dans la mesure où leur récupération sur une durée raisonnable apparaît probable. Les perspectives de récupération des impôts différés actifs sont revues périodiquement par entité fiscale et peuvent, le cas échéant, conduire à ne plus reconnaître des impôts différés actifs antérieurement constatés. Ces perspectives de récupération sont analysées sur la base d'un plan fiscal indiquant le niveau de revenu imposable projeté. Le revenu imposable pris en compte à ce stade est celui obtenu sur une période de 5 ans. Les hypothèses incluses dans le plan fiscal sont cohérentes avec celles incluses dans les budgets et plan à moyen terme préparés par les entités du Groupe et approuvés par la Direction Générale.

La charge d'impôt différé est constatée au compte de résultat sauf si elle concerne des éléments qui ont été comptabilisés directement en capitaux propres. Dans ce cas, elle est également comptabilisée en capitaux propres. Les ajustements des actifs d'impôts différés issus de sociétés acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisés en résultat sans ajustement correspondant du goodwill.

Conformément à la norme IAS 12, les impôts différés ne sont pas actualisés.

Les actifs et passifs d'impôts différés se compensent et selon des échéances identiques si et seulement si :

- Edenred a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles ; et
- Les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevé par la même autorité fiscale.

Détail des impôts différés actifs et passifs au bilan

Au 31 décembre 2021, le montant des impôts différés actifs non reconnus au titre des déficits fiscaux s'élève à 18 millions d'euros, dont la Slovaquie pour 5 millions d'euros, la Chine pour 3 millions d'euros et l'Inde pour 2 millions d'euros.

Au 31 décembre 2020, le montant des impôts différés actifs non reconnus au titre des déficits fiscaux s'élevait à 21 millions d'euros, dont 9 millions d'euros pour les Holdings (principalement Edenred SE), la Slovaquie pour 3 millions d'euros, la Chine pour 3 millions d'euros et l'Inde pour 2 millions d'euros.

La décomposition des impôts différés par nature, au 31 décembre 2021, se présente et varie comme suit :

	DEC. 31 , 2020	Résultat	Variation de Périètre	OCI	Différence de conversion	Autres	DEC. 31 , 2021
Immobilisations corporelles et incorporelles (inclus PPA, Goodwill et Impairment)	(71)	(22)	-	-	(2)	3	(92)
Provision IAS19	4	1	-	-	-	1	6
Autres provisions	14	3	-	-	-	-	17
Instruments financiers	(26)	(5)	-	13	-	(2)	(20)
Déficits reportables	40	7	(1)	-	1	2	49
Autres	(41)	(12)	-	-	-	(6)	(59)
TOTAL	(80)	(28)	(1)	13	(1)	(2)	(99)
Dont impôts différés actif	49						38
Dont impôts différés passif	129						137

Le Groupe dispose de déficits fiscaux reportables qui expirent selon l'échéancier suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 DEC , 2021
2022	7
2023	13
2024	2
2025	11
2026 et suivants	52
Indéfiniment reportables	194
TOTAL	279

Le contexte de crise sanitaire Covid-19 n'a pas eu d'incidence sur les prévisions de résultats taxables conduisant à décomptabiliser des impôts différés actifs sur pertes reportables précédemment reconnus.

NOTE 8 CAPITAUX PROPRES



Au 31 décembre 2021, le total des capitaux propres part du Groupe s'élève à -953 millions d'euros, cette valeur négative est en majeure partie un héritage des comptes établis lors de la scission du groupe Accor avec Edenred en juillet 2010.

Dans ces comptes, les capitaux propres du Groupe étaient négatifs à hauteur de -1 044 millions d'euros au 31 décembre 2010. Cette particularité résulte de la comptabilisation des actifs, apportés ou cédés par Accor dans le cadre des opérations d'Apport-Scission, à leur valeur historique.

Les opérations de restructuration juridique, qu'il s'agisse des apports ou des cessions qui avaient été effectués par Accor au bénéfice d'Edenred, ne constituaient pas des opérations de regroupement d'entreprises dans le champ d'application de la norme IFRS 3. Quelle qu'ait été la forme juridique utilisée pour procéder à la constitution d'Edenred, ces opérations ne conduisaient pas à modifier le périmètre d'Edenred tel qu'il avait été défini dans les comptes consolidés. De fait, les apports ont été analysés comme des opérations de restructuration internes à Edenred, sans impact sur les comptes consolidés dans la mesure où toutes les entités apportées faisaient déjà partie du périmètre des comptes consolidés. Les opérations juridiques de cession entre Accor et Edenred ne constituaient pas non plus des opérations d'acquisition du point de vue d'Edenred puisque toutes les entités faisant l'objet de ces cessions faisaient également partie du périmètre des comptes combinés d'Edenred préalablement aux opérations juridiques de cession. En revanche, ces cessions se sont traduites au niveau des comptes d'Edenred par une sortie de trésorerie au profit de l'actionnaire Accor, cette sortie de trésorerie sans contrepartie a dû être comptabilisée au moment où elle est intervenue en réduction des capitaux propres d'Edenred comme une distribution.

8.1 CAPITAUX PROPRES

Capital social

Au 31 décembre 2021, le capital de la Société est composé de 249 588 059 actions d'une valeur nominale de 2 (deux) euros chacune, entièrement libérées.

Les 249 588 059 actions sont des actions ordinaires donnant droit à toute distribution de dividende, d'acompte sur dividende, de réserve ou somme assimilée.

Variation du capital en nombre d'actions



	2021	2020
Au 1^{er} janvier	246 583 351	243 204 857
Augmentation de capital résultant du paiement du dividende	3 004 708	3 378 494
Actions issues de la conversion des plans d'actions sous conditions de performance	282 008	780 301
Exercice d'options de souscription		30 150
Annulation d'actions	(282 008)	(810 451)
Au 31 décembre	249 588 059	246 583 351

Actions propres

Les actions propres détenues par le Groupe sont enregistrées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres consolidés. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.



(en nombre d'actions)	2021	2020
Détention à l'ouverture	677 837	1 137 643
ACHATS D' ACTIONS		
Contrats de rachat	778 468	686 783
Contrats de liquidité	191 779	(33 032)
VENTES D' ACTIONS		
Levées d'option d'achat, attributions d'actions gratuites et de capital	(314 058)	(303 106)
Annulation d'actions	(282 008)	(810 451)
DÉTENTION À LA CLÔTURE	1 052 018	677 837

Les titres Edenred détenus par la société Edenred S.E. sont classés sur une ligne distincte des capitaux propres intitulée « Titre d'auto-contrôle » et valorisés à leur coût d'achat.

Au 31 décembre 2021, le nombre d'actions propres auto détenues s'élève à 1 052 018.

Au 31 décembre 2020, le Groupe en détenait 677 837.

SOCIÉTÉ À LAQUELLE LE CONTRAT DE LIQUIDITÉ* A ÉTÉ CONFIE	PÉRIODE	2021				2020			
		VENDUES		ACHETÉES		VENDUES		ACHETÉES	
		NB	TOTAL (en millions d'euros)						
Kepler	Depuis le 03/06/2019	2 574 146	118	2 765 925	126	2 524 865	105	2 491 833	102

* conforme à la Charte de déontologie établie par l'Association française des marchés financiers (AMAFI) le 8 mars 2011 et approuvée par l'Autorité des marchés financiers (AMF) par décision précitée du 21 mars 2011

Compte tenu de leur liquidité, les fonds alloués et non investis en actions Edenred ont été classés en trésorerie et équivalents de trésorerie.

Distribution de dividendes

▶ Au titre de l'exercice 2021

Il sera proposé à l'Assemblée générale d'Edenred, statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021, de verser un dividende unitaire de 0.90 euro par action, en croissance de 15 cents par rapport à 2020 conformément à sa politique de distribution progressive de dividendes.

Sous réserve d'approbation par l'Assemblée générale, ce dividende sera accordé au cours du 1^{er} semestre 2022, et n'est pas reconnu en tant que passif dans les comptes au 31 décembre 2021, les états financiers à fin 2021 étant présentés avant affectation.

8.2 RESULTAT PAR ACTION



Résultat de base par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le Résultat net - Part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de la période (retraité du nombre d'actions propres détenues sur la période).

Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action se base sur un nombre moyen d'actions en circulation ajusté du nombre moyen pondéré d'actions qui résulterait de la levée, durant l'exercice, des options de souscription existantes ou de tout autre instrument dilutif.

Le résultat dilué par action se base sur un nombre moyen d'actions en circulation ajusté de l'effet des actions ordinaires potentielles.



Au 31 décembre 2021, le capital social est composé de 249 588 059 actions.

Au 31 décembre 2021, le nombre d'actions en circulation et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation se détaillent comme suit :

<i>En actions</i>	31 Dec , 2021	31 Dec , 2020
NOMBRE D'ACTIONS AU CAPITAL SOCIAL A LA CLOTURE	249 588 059	246 583 351
Nombre d'actions en circulation à l'ouverture	245 905 514	242 067 214
Nombre d'actions résultant du paiement du dividende	3 004 708	3 378 494
Nombre d'actions issues de la conversion des plans d'actions sous conditions de performance	282 008	780 301
Nombre d'actions issues de la conversion des plans de stock options	-	30 150
Nombre d'actions annulées	(282 008)	(810 451)
Actions du capital social hors actions propres	3 004 708	3 378 494
Actions propres non liées au contrat de liquidité	(182 402)	426 774
Actions propres liées au contrat de liquidité	(191 779)	33 032
Actions propres	(374 181)	459 806
NOMBRE D'ACTIONS EN CIRCULATION A LA CLOTURE	248 536 041	245 905 514
Actions du capital social - Effet prorata temporis	(1 312 496)	(1 452 310)
Actions propres - Effet prorata temporis	506 720	(115 036)
Effet prorata temporis	(805 776)	(1 567 346)
NOMBRE MOYEN PONDERE D'ACTIONS EN CIRCULATION SUR L'EXERCICE	247 730 265	244 338 168

Par ailleurs, 1 477 827 actions sous conditions de performance ont été attribuées au personnel sur la période de 2019 à 2021. Sur la base d'une conversion totale de ces actions, le nombre d'actions en circulation potentielle serait de 264 366 950 titres.

Sur la base des actions potentielles présentées ci-dessus et d'un cours moyen de l'action Edenred calculé :

- entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2021 pour les Plans 11,12 et 13 (46,28 euros) ;
- entre le 11 mai 2021 et le 31 décembre 2021 pour le Plan 14 (46,21 euros) ; et
- entre le 19 octobre 2021 et le 31 décembre 2021 pour le Plan 15 (42,92 euros).

Le nombre moyen pondéré d'actions totalement dilué au 31 décembre 2021 est de 263 031 619 actions.



	31 Dec , 2021	31 Dec , 2020
Résultat net - Part du Groupe (en millions d'euros)	313	238
Nombre moyen pondéré d'actions du capital social (en milliers)	248 275	245 131
Nombre moyen pondéré d'actions propres (en milliers)	(545)	(793)
Nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat de base par action (en milliers)	247 730	244 338
RESULTAT PAR ACTION DE BASE (en euros)	1,26	0,97
Nombre d'actions résultant de l'exercice d'options de souscription (en milliers)	-	-
Nombre d'actions résultant des actions sous conditions de performance (en milliers)	948	1 070
Obligations convertibles en actions (en milliers)	14 354	
Nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat dilué par action (en milliers)	263 032	245 408
RESULTAT PAR ACTION DILUE (en euros)	1,19	0,97

8.3 INTERETS NE CONFERANT PAS LE CONTROLE

(en millions d'euros)

31 DEC , 2019	150
Résultat des minoritaires de l'exercice	28
Dividendes versés aux minoritaires	(21)
Variations de périmètre	(51)
Augmentation de capital	5
Autres	
Différence de conversion	(15)
Variation des instruments financiers & actifs évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat	
31 DEC , 2020	96
Résultat des minoritaires de l'exercice	30
Dividendes versés aux minoritaires	(36)
Variations de périmètre	(7)
Augmentation de capital	2
Autres	(1)
Différence de conversion	3
Variation des instruments financiers & actifs évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat	(3)
31 DEC , 2021	84

Les variations de périmètre 2020 sont principalement liées à l'acquisition de la participation restante de 17% de UTA et à l'acquisition de EBV à 60%.

Les variations de périmètre 2021 sont principalement liées à l'exercice de l'option d'achat sur 46% du capital restant de Timex Card et à l'exercice de l'option d'achat sur 19,52% du capital restant de LCCC (cf note 2 Acquisitions, développements et cessions).

NOTE 9 AVANTAGES SOCIAUX

9.1 PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS

Plans d'options de souscription d'actions



La juste valeur des options est déterminée et reconnue de manière linéaire sur toute la période d'acquisition des droits. Cette dépense est constatée en charges de personnel en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. Lors de l'exercice des options, le montant de trésorerie perçu par le Groupe au titre du prix d'exercice est comptabilisé en trésorerie en contrepartie des capitaux propres.



Le plan d'options de souscription d'actions attribué par le Conseil d'administration du 27 février 2012 entre dans le champ d'application de la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions ». Il s'agit d'options de souscription réservées au personnel sans condition particulière d'acquisition excepté une présence effective au terme de la période d'acquisition des droits.

La juste valeur des services reçus en contrepartie de l'attribution de ces options sous conditions de performance est évaluée par référence à la juste valeur des options à la date de leur attribution. La juste valeur des options est évaluée selon la formule de « *Black & Scholes* ». La date d'attribution est la date à laquelle les termes et les conditions du plan sont connus par les salariés du Groupe : elle correspond à la date du Conseil d'administration ayant décidé ce plan.



Plans d'actions sous conditions de performance



Les plans d'actions sous conditions de performance attribués par le Conseil d'administration du 21 février 2018, 27 février 2019, 10 mars 2020, du 6 mai 2020, du 11 mai 2021 et du 19 octobre 2021 sont comptabilisés conformément à la norme IFRS 2.

Les principes de comptabilisation sont identiques aux plans d'options de souscription d'actions.

Le nombre d'actions sous conditions de performance attribuées est révisé à chaque clôture en fonction des évolutions de la probabilité de réalisation des conditions de performance.

► Principales caractéristiques

Les conseils d'administration du 21 février 2018, du 27 février 2019, du 10 mars 2020, du 6 mai 2020, du 11 mai 2021 et du 19 octobre 2021 ont procédé à l'attribution conditionnelle d'actions sous conditions de performance.

La durée des plans 2018 à 2021 est de trois ans pour tous les bénéficiaires.

Les actions de performance sont attribuées définitivement au prorata de l'atteinte des conditions de performance. En cas de non-respect de la condition de présence à l'échéance du plan, les droits à actions peuvent être définitivement perdus ou conservés au prorata temporis selon le motif de départ. Ces actions définitivement acquises ne peuvent pas dépasser 100% de l'attribution initiale.

Dans le cadre du plan 14 d'une durée de trois ans, les 527 258 actions nouvellement attribuées en date du 11 mai 2021 sont soumises à l'atteinte de conditions de performance, appréciées entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2023, avant de devenir des actions définitivement acquises au 11 mai 2024.

Dans le cadre du plan 15 d'une durée de trois ans, les 8 500 actions nouvellement attribuées en date du 19 octobre 2021 sont soumises à l'atteinte de conditions de performance, appréciées entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2023, avant de devenir des actions définitivement acquises au 19 octobre 2024.

Les conditions de performance, mesurées entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2023, sont basées sur les objectifs suivants :

(i) deux objectifs sur conditions internes, à hauteur de 75 %, liés à une progression :

- L'EBITDA
- Les 3 critères RSE de diversité, d'émission de gaz à effet de serre et de nutrition.

(ii) un objectif sur conditions externe (de marché), à hauteur de 25 %, lié :

- Au positionnement du *Total Shareholder Return (TSR)* Edenred par rapport aux TSR du SBF120.

En fonction de la performance réalisée, pour chacune des trois conditions du Plan, cette quotité sera minorée ou majorée. Chaque condition de performance peut être atteinte jusqu'à 150% et les conditions peuvent se compenser si l'une a été dépassée et qu'une autre n'a pas été atteinte ou partiellement atteinte. Le nombre d'actions définitivement acquises ne pourra en revanche dépasser 100% des actions initialement attribuées.

Les actions de performance sont définitivement acquises sous réserve de l'atteinte des conditions de performance et de la condition de présence à l'issue de la période d'acquisition.

Les conditions de performance concernent :

Plan 10		Plan 11		Plan 12	
Plan du 21 février 2018		Plan du 27 février 2019		Plan du 10 mars 2020	
685 706 actions		597 220 actions		502 551 actions	
Poids	Conditions	Poids	Conditions	Poids	Conditions
75% des actions attribuées du plan	Deux objectifs sur conditions internes liés à une progression en données comparables du volume d'affaires et de la marge brute d'autofinancement avant éléments non récurrents (FFO).	75% des actions attribuées du plan	Deux objectifs sur conditions internes liés à une progression en données comparables de l'EBIT opérationnel et de la marge brute d'autofinancement avant éléments non récurrents (FFO).	75% des actions attribuées du plan	Deux objectifs sur conditions internes liés à une progression en données comparables de l'EBIT opérationnel et de la marge brute d'autofinancement avant éléments non récurrents (FFO).
25% des actions attribuées du plan	Un objectif sur condition de marché lié au positionnement du Total Shareholder Return (TSR) Edenred par rapport aux TSR SBF120.	25% des actions attribuées du plan	Un objectif sur condition de marché lié au positionnement du Total Shareholder Return (TSR) Edenred par rapport aux TSR SBF120.	25% des actions attribuées du plan	Un objectif sur condition de marché lié au positionnement du Total Shareholder Return (TSR) Edenred par rapport aux TSR SBF120.
Les conditions de performance ont été partiellement atteintes pour le plan 10.		Les conditions de performance sont toujours en cours d'appréciation pour le Plan 11.		Les conditions de performance sont toujours en cours d'appréciation pour le Plan 12.	

Plan 13		Plan 14		Plan 15	
Plan du 6 mai 2020		Plan du 11 mai 2021		Plan du 19 octobre 2021	
12 013 actions		527 258 actions		8500 actions	
Poids	Conditions	Poids	Conditions	Poids	Conditions
75% des actions attribuées du plan	Deux objectifs sur conditions internes liés à une progression en données comparables de l'EBIT opérationnel et de la marge brute d'autofinancement avant éléments non récurrents (FFO).	75% des actions attribuées du plan	Deux objectifs sur conditions internes liés à une progression en données comparables de l'EBITDA et des 3 critères RSE de diversité, d'émission de gaz à effet de serre et de nutrition.	75% des actions attribuées du plan	Deux objectifs sur conditions internes liés à une progression en données comparables de l'EBITDA et des 3 critères RSE de diversité, d'émission de gaz à effet de serre et de nutrition.
25% des actions attribuées du plan	Un objectif sur condition de marché lié au positionnement du Total Shareholder Return (TSR) Edenred par rapport aux TSR SBF120.	25% des actions attribuées du plan	Un objectif sur condition de marché lié au positionnement du Total Shareholder Return (TSR) Edenred par rapport aux TSR SBF120.	25% des actions attribuées du plan	Un objectif sur condition de marché lié au positionnement du Total Shareholder Return (TSR) Edenred par rapport aux TSR SBF120.
Les conditions de performance sont toujours en cours d'appréciation pour le Plan 13.		Les conditions de performance sont toujours en cours d'appréciation pour le Plan 14.		Les conditions de performance sont toujours en cours d'appréciation pour le Plan 15.	

▸ Juste valeur du plan d'actions sous conditions de performance



La juste valeur correspond à la valeur de l'action au jour de l'attribution sous déduction de l'hypothèse de distribution de dividendes pendant la période d'acquisition.

Les justes valeurs de ces rémunérations sont comptabilisées de façon linéaire sur la période d'acquisition des droits, en charge de personnel avec pour contrepartie les capitaux propres.

La juste valeur du plan 14 s'élève à 40,31 euros par rapport à un cours de l'action de 45,56 euros, le 11 mai 2021, date de l'octroi. La juste valeur de l'action du plan 15 s'élève à 43,94 euros par rapport à un cours de l'action de 49,20 euros, le 19 octobre 2021, date de l'octroi.

Les justes valeurs de ces rémunérations sont comptabilisées de façon linéaire sur la période d'acquisition des droits en charge de personnel en contrepartie des capitaux propres. La charge totale comptabilisée au titre des plans 2021 s'élève à 3 millions d'euros au 31 décembre 2021.



	2018	2019	2020 (plan 12)	2020 (plan 13)	2021 (plan 14)	2021 (plan 15)
Juste valeur de la rémunération pour les résidents	24.26	33.54	37.79	33.66	40.31	43.94
Juste valeur de la rémunération pour les non résidents	24.26	33.54	37.79	33.66	40.31	43.94
Charge comptabilisée* en millions d'euros	14	16	12		15	

* En contrepartie des capitaux propres sur la durée du plan.

9.2 PROVISIONS POUR RETRAITES ET AVANTAGES A LONG TERME



Les engagements sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées, en tenant compte d'hypothèses actuarielles telles que : augmentation des salaires, âge de départ en retraite, mortalité, rotation et taux d'actualisation. Ces hypothèses prennent en considération les conditions particulières notamment macroéconomiques des différents pays dans lesquels le Groupe opère.

Afin de déterminer le passif au titre des engagements de retraite et assimilés, il est également tenu compte des actifs des régimes détenus en couverture qui sont évalués à leur valeur de marché. Le passif au titre des engagements de retraite comptabilisé au bilan correspond à la valeur actualisée des obligations, après déduction de la juste valeur des actifs détenus en couverture. Un excédent d'actifs n'est comptabilisé au bilan que dans la mesure où il représente des avantages économiques futurs qui sont effectivement disponibles pour le Groupe, par exemple sous la forme de remboursements du régime ou de diminutions des cotisations futures au régime.

Le passif net déterminé est constaté au bilan dans la rubrique « Provisions à caractère non courant ».

Pour les régimes à prestations définies, la charge comptabilisée en résultat opérationnel comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice ou passés.

S'agissant des avantages postérieurs à l'emploi, les modifications d'hypothèses actuarielles et effets d'expérience donnent lieu à des écarts actuariels qui sont intégralement constatés en capitaux propres de l'exercice lors de leur survenance.

En revanche, les écarts actuariels se rapportant aux avantages à long terme du personnel en cours d'emploi, en particulier les médailles du travail et les primes de fidélités, sont comptabilisés en résultat financier lors de leur survenance.



Les salariés du Groupe bénéficient de trois types d'avantages :

- 1) **Avantages à court terme** : congés payés, congés maladie, participation aux bénéfices ;
- 2) **Avantages à long terme** : médaille du travail, indemnité pour invalidité de longue durée, prime de fidélité, prime d'ancienneté ;
- 3) **Avantages postérieurs à l'emploi**
 - a. Cotisations définies : le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de primes dues à des organismes extérieurs ; la charge qui correspond à ces primes dues est prise en compte dans le résultat de l'exercice. Ces régimes se caractérisent par des versements de cotisations périodiques à des organismes extérieurs qui en assurent la gestion administrative et financière. Ces régimes libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure. En France, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus (régime vieillesse de base de la Sécurité Sociale, régimes complémentaires de retraite ARRCO/AGIRC).

Les paiements du Groupe sont constatés en charges de la période à laquelle ils se rapportent.
 - b. Prestations définies (indemnité de fin de carrière, fonds de pensions). Pour les régimes à prestations définies, le Groupe évalue ses obligations conformément à la norme IAS19R « Avantages du Personnel ». Ces régimes se caractérisent par une obligation de l'employeur vis-à-vis des salariés. S'ils ne sont pas entièrement préfinancés, ils donnent lieu à la constitution de provisions.

Pour le Groupe, les régimes à prestations définies postérieurs à l'emploi concernent principalement :

- les régimes de retraite à prestations définies sont calculés ainsi :
 - Indemnités forfaitaires calculées en fonction du nombre d'années de service du salarié et de son salaire annuel au moment de son départ à la retraite ;
 - Le calcul est effectué sur la base de paramètres définis par la Direction financière du Groupe et des Ressources Humaines une fois par an ;
 - Le montant calculé reste en provision au bilan ;Ces prestations concernent principalement les pays suivants :
 - Au Royaume-Uni pour 21.9% de l'obligation en 2021 (contre 23.4% en 2020) après déduction des actifs de couverture ;
 - En France pour 12.3% de l'obligation en 2021 contre 17.3 % en 2020 ;
 - Dans les Autres (59.3% de l'obligation en 2021 contre 52.1% en 2020) ;
- les indemnités de cessation de service en Italie (6.6% de l'obligation en 2021) :
 - Indemnités forfaitaires calculées en fonction du nombre d'années de service du salarié et de son salaire annuel au moment de son départ (retraite, démission ou licenciement) ;
 - Le montant calculé reste en provision au bilan ;
- les régimes de retraite du Groupe Edenred sont préfinancés via des contrats d'assurance souscrits auprès de compagnies d'assurance ou de fondations. L'allocation des actifs est donc principalement caractérisée par des actifs généraux et des stratégies d'investissement prudentes de type assurantiel.

Hypothèses actuarielles

Les évaluations actuarielles dépendent d'un certain nombre de paramètres à long terme définis par le Groupe. Ces paramètres sont revus chaque année.



2021	France	Royaume-Uni	Belgique	Italie	Holdings et autres
Evolution des salaires	2.8%	N/A	2.8%	1.8%	3.0%
Taux d'actualisation	0.9%	1.8%	0.9%	0.9%	0.9%
Taux d'inflation	1.8%	3.2% - 4.6%	1.8%	1.8%	1.8%

2020	France	Royaume-Uni	Belgique	Italie	Holdings et autres
Evolution des salaires	2.8%	N/A	2.8%	1.8%	3% - 4%
Taux d'actualisation	0.5%	1.5%	0.5%	0.5%	0.8% - 1.5%
Taux d'inflation	1.8%	3.3%	1.8%	1.8%	1.8%

Synthèse de la situation financière des régimes à prestations définies postérieurs à l'emploi et des avantages à long terme

Afin de faciliter la lecture des tableaux, Edenred a fait le choix de présenter uniquement les agrégats non nuls et/ou significatifs.

▶ Au 31 décembre 2021



(en millions d'euros)	Régimes de pensions à prestations définies	Autres régimes à prestations définies *	Total
Valeur actualisée des obligations financées	24	-	24
Juste valeur des actifs des régimes	(18)	-	(18)
Surplus / (Déficit) des régimes financés	6	-	6
Valeur actualisée des obligations non financées	-	20	20
VALEUR NETTE AU BILAN	6	20	26

(*) Dont indemnités de départ à la retraite et primes de fidélité

▀ Au 31 décembre 2020



(en millions d'euros)	Régimes de pensions à prestations définies	Autres régimes à prestations définies *	Total
Valeur actualisée des obligations financées	26	-	26
Juste valeur des actifs des régimes	(18)	-	(18)
Surplus / (Déficit) des régimes financés	8	-	8
Valeur actualisée des obligations non financées	-	19	19
VALEUR NETTE AU BILAN	8	19	27

(*) Dont indemnités de départ à la retraite et primes de fidélité

Evolution de la situation financière des régimes à prestations définies postérieurs à l'emploi par zone géographique



(en millions d'euros)	Régimes de retraite							Total avantages	Total 2021	Total 2020
	France	Royaume-Uni	Belgique	Italie	Autres *	Autres pays	Total			
Dettes actuarielles à l'ouverture	4	17	6	1	11	5	44	1	45	50
Coût des services rendus dans l'année	-	-	-	-	1	1	2	-	2	2
Effet de l'actualisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cotisations employeurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coûts des services passés (Modification de régime)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(5)
Réduction/Liquidation de régime	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisition/(Cession)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prestations versées par l'employeur	-	1	(2)	1	(1)	(1)	(2)	-	(2)	(1)
(Gains)/Pertes actuarielles	(1)	-	(1)	-	(2)	2	(2)	-	(2)	1
Effet de change	-	1	-	-	-	-	1	-	1	(2)
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
DETTE ACTUARIELLE A LA CLOTURE	3	19	3	2	9	7	43	1	44	45

*Impact des gains et pertes actuariels principalement liés à l'effet d'expérience induit par le changement de gouvernance.



(en millions d'euros)	Régimes de retraite							Total avantages	Total 2021	Total 2020
	France	Royaume-Uni	Belgique	Italie	Autres *	Autres pays	Total			
Juste valeur des actifs à l'ouverture	-	12	5	-	-	1	18	-	18	18
Revenus financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cotisations employeurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cotisations employés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prestations versées	-	-	(2)	-	-	-	(2)	-	(2)	-
Liquidation de régime	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisition/(Cession)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
(Gains)/Pertes actuarielles	-	1	-	-	-	-	1	-	1	-
Effet de change	-	1	-	-	-	-	1	-	1	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
JUSTE VALEUR DES ACTIFS A LA CLOTURE	-	14	3	-	-	1	18	-	18	18



(en millions d'euros)	Royaume-						Autres		Total 2021	Total 2020
	France	Uni	Belgique	Italie	Autres	Autres pays	Total avantages			
Situation Financière à l'ouverture *	5	6	-	2	10	3	26	1	27	31
Provision à la clôture	3	5	-	2	9	6	25	1	26	27
SITUATION FINANCIERE A LA CLOTURE	3	5	-	2	9	6	25	1	26	27

(*) Dont indemnités de départ à la retraite et primes de fidélité



(en millions d'euros)	Royaume-						Autres		Total 2021	Total 2020
	France	Uni	Belgique	Italie	Autres	Autres pays	Total avantages			
Coût des services rendus dans l'année	-	-	-	-	1	1	2	-	2	2
Revenus financiers nets	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CHARGE DE L'EXERCICE	-	-	-	-	1	1	2	-	2	2
Ecart actuariels reconnus en capitaux propres	(1)	(1)	(1)	-	(2)	2	(3)	-	(3)	1

Tableau de réconciliation de la provision retraite (y compris prime de fidélité) entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2021



(en millions d'euros)	Montant
Provision au 1er janvier 2020	31
Dotation de la période	2
Reprise sans utilisation	(6)
Reprise avec utilisation	0
Variation d'écart actuariels en capitaux propres	1
Variation de périmètre	-
Change	(1)
Provision au 31 décembre 2020	27
Dotation de la période	2
Reprise sans utilisation	-
Reprise avec utilisation	-
Variation d'écart actuariels en capitaux propres	(3)
Variation de périmètre	-
Change	0
Provision au 31 décembre 2021	26

Gains et pertes actuariels liés aux modifications d'hypothèses et aux effets d'expérience



<i>(en millions d'euros)</i>	2021	2020
(Gains) et pertes actuariels liés aux effets d'expérience	(1)	(2)
(Gains) et pertes actuariels liés aux modifications d'hypothèses démographique:	-	-
(Gains) et pertes actuariels liés aux modifications d'hypothèses financières	(2)	3
Gains /pertes actuariels	(3)	1

Etude de sensibilité

Au 31 décembre 2021, la sensibilité des provisions pour engagements de retraite au taux d'actualisation est la suivante : une baisse de 0,5 point et une hausse de 0,5 point du taux d'actualisation aurait pour conséquence respectivement une augmentation d'environ 4 millions d'euros et une diminution d'environ 3 millions d'euros de la dette du Groupe.

NOTE 10 AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS

10.1 AUTRES CHARGES ET PRODUITS



Afin de faciliter la lecture des états financiers, la société utilise la rubrique « Autres charges et produits » de façon limitative et la comptabilisation d'éléments dans cette rubrique ne peut intervenir :

- qu'en lien avec un événement majeur survenu pendant la période comptable ;
- et dès lors que la présentation de ces impacts non distinctement des autres éléments du résultat fausserait la lecture de la performance de l'entreprise issue de son activité courante.

Les autres charges et produits se décomposent de la façon suivante :



(en millions d'euros)	2021	2020
Variation de la provision pour restructuration	(1)	(2)
Coûts de restructuration et de réorganisation	(8)	(10)
Charges de restructuration	(9)	(12)
Dépréciations d'immobilisations corporelles	(1)	(1)
Dépréciations d'immobilisations incorporelles	(6)	(13)
Dépréciation d'actifs	(7)	(14)
Plus ou moins-values	(4)	(4)
Recyclage des écarts de conversion	0	1
Variation des provisions	2	4
Gains / (pertes) non récurrents	(15)	(16)
Autres	(17)	(15)
TOTAL AUTRES CHARGES ET PRODUITS *	(33)	(41)

(*) Le montant cash des autres charges et produits au 31 décembre 2021 est de (28) millions d'euros et au 31 décembre 2020 était de (26) millions d'euros.

Les autres charges et produits en 2021 sont constitués principalement :

- De la dépréciation d'actifs en Chine pour -2 millions d'euros et en France pour -2 millions d'euros ;
- De la constatation d'une perte de -10 millions d'euros lors de la réalisation d'une migration de plateforme au Mexique et le transfert des soldes historiques des cartes clients ;
- De coûts de restructurations pour -9 millions d'euros ;
- Des actions du fond « More Than Ever » pour -1 million d'euros.

Les autres charges et produits en 2020 étaient constitués principalement :

- De la dépréciation complémentaire de nos actifs, principalement en France pour -4 millions d'euros et au Brésil pour -4 millions d'euros ;
- De la reprise de provision relative au litige CIRDI avec l'Etat Hongrois pour un montant de 6 millions d'euros (note 10.3 – « Litiges et risques fiscaux ») ;
- De la constatation d'une perte de -7 millions d'euros lors de la réalisation d'une migration de plateforme au Mexique et le transfert des soldes historiques des cartes clients ;
- De la dépréciation des goodwill au Brésil sur un actif non-core pour -3 millions d'euros et en Colombie pour -1 millions d'euros ;
- Des coûts de restructurations pour -12 millions d'euros ;
- Des actions du fond « More Than Ever » pour -5 millions d'euros.

10.2 PROVISIONS



Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », les provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers qui résulte d'un fait générateur passé et dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire, contractuel ou implicite. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées lorsque le Groupe a un plan formalisé et détaillé pour la restructuration qui a été notifiée aux parties concernées.



Les provisions comprennent des provisions pour sinistres liés aux vols, calculées en fonction des vols déclarés et en se basant sur le pourcentage de la valeur faciale des titres volés correspondant à une anticipation du taux d'utilisation effective des titres de services volés.



La variation du poste des provisions à caractère non courant, entre le 1er janvier 2021 et le 31 décembre 2021, est constituée des éléments suivants :

(en millions d'euros)	31 DEC , 2020	Impact capitaux propres	Dotation de la période	Reprise avec utilisation	Reprise sans utilisation	Différence de conver- sion	Reclasse- ment & périmètre	31 DEC , 2021
- Provisions pour retraites et primes de fidélité	27	(3)	2	(0)	(0)	0	0	26
- Provisions pour litiges et autres	6	-	2	0	(1)	0	1	8
TOTAL PROVISIONS A CARACTERE NON COURANT	33	(3)	4	0	(1)	0	1	34



La variation du poste des provisions à caractère courant, entre le 1er janvier 2021 et le 31 décembre 2021, est constituée des éléments suivants :

(en millions d'euros)	31 DEC , 2020	Impact capitaux propres	Dotation de la période	Reprise avec utilisation	Reprise sans utilisation	Différence de conver- sion	Reclasse- ment & périmètre	31 DEC , 2021
- Provisions pour restructurations	8	-	4	(6)	(1)	(0)	(0)	5
- Provisions pour litiges et autres	8	-	4	(2)	(1)	0	(0)	9
TOTAL PROVISIONS A CARACTERE COURANT	16	-	8	(8)	(2)	0	(0)	14

Pris individuellement, il n'existe pas de litige significatif, à l'exception de ceux présentés dans la prochaine partie (note 10.3 – « Litiges et risques fiscaux »).

10.3 LITIGES ET RISQUES FISCAUX

Le Groupe est engagé dans le cours normal de ses activités dans un certain nombre de contentieux avec des tiers ou avec des autorités judiciaires et/ou administratives (y compris fiscales).

Contentieux concurrence France

En 2015, la société française Octoplus ainsi que trois syndicats de restaurateurs, ont saisi l'Autorité de la Concurrence d'une plainte concernant plusieurs sociétés françaises du secteur des titres restaurant, dont Edenred France. Dans le cadre de l'instruction, le collège de l'Autorité de la Concurrence s'est réuni le 5 avril 2016 et le 7 juillet 2016 aux fins d'entendre l'ensemble des parties concernées ainsi que les services d'instruction. Le 6 octobre 2016, l'Autorité de la Concurrence a décidé de poursuivre ses investigations, sans prononcer de mesures conservatoires à l'encontre d'Edenred France.

Le 27 février 2019, les services d'instruction ont remis à Edenred France leur rapport final, qui contient deux griefs trouvant leurs origines au début des années 2000, soit un partage d'informations par le biais de la Centrale de Remboursement des Titres (CRT) et un verrouillage du marché des titres restaurant à travers cette même CRT. L'Autorité a en revanche rejeté toutes les allégations d'Octoplus et des trois syndicats de restaurateurs. Edenred a déposé ses observations à l'Autorité le 29 avril 2019. La décision du Collège de l'Autorité de la Concurrence est intervenue le 17 décembre 2019, condamnant Edenred à une amende de 157 millions d'euros sur la base des deux griefs mentionnés. Edenred a reçu de l'administration fiscale la demande de mise en paiement de l'amende et a sollicité auprès de celle-ci un report de règlement jusqu'au 31 mars 2021, sans pénalités, contre mise en place d'une garantie du même montant. Au 31 mars 2021, Edenred a payé le montant de l'amende pour un montant de 157 millions d'euros (note 4.6) et a levé les garanties associées.

Edenred considère que l'Autorité de la Concurrence a mal apprécié la situation concurrentielle du marché des titres restaurant en France et le rôle de la CRT au sein de celui-ci. Par conséquent, Edenred a fait appel de cette décision. Suite à l'audience de la plaidoirie du 18 novembre 2021, la décision de la cour d'appel est prévue le 24 novembre 2022. Edenred estime, après avoir pris avis auprès de ses conseils juridiques, avoir de solides arguments pour contester la décision de l'Autorité de la Concurrence. La Société n'a donc constitué aucune provision à ce titre.

Litige avec Kering (ex PPR) (qui s'est substitué à la Fnac) et Conforama

La Société Edenred France (venue aux droits d'Accentiv' Kadéos) est engagée dans un litige avec Fnac et Conforama, deux des enseignes de son réseau d'acceptation et de distribution de solutions cadeaux. Le litige porte sur le manquement par celles-ci à certaines obligations contractuelles leur incombant, notamment les exclusivités de distribution de la carte Kadéos® applicables jusqu'au 31 décembre 2011.

Sur le fond, le Tribunal de commerce de Paris a condamné, par jugement en date du 14 mars 2016, Kering et Conforama à verser 7 millions d'euros à Edenred France au titre de son préjudice et cent mille euros en compensation de la procédure intentée par Kering et Conforama jugée abusive.

Dans son arrêt rendu le 12 décembre 2018, la Cour d'appel de Paris a condamné Edenred France à restituer les sommes perçues par Edenred France au titre des astreintes et du préjudice mentionné ci-avant. Edenred France conteste la décision de la Cour d'appel de Paris et s'est pourvu en cassation. Suite à cette décision, Edenred France a remboursé le montant total de la créance de 19 millions d'euros le 24 janvier 2019, cette créance était intégralement provisionnée au 31 décembre 2018.

La Cour de Cassation a rendu son verdict le 12 mai 2021 et a confirmé la décision de la Cour d'appel de Paris.

Contentieux Concurrence Turquie

Les autorités turques de la concurrence ont mené en février 2010 une investigation auprès d'Edenred Turquie et de Sodexo Turquie visant à examiner les comportements de ces deux entités sur leur marché entre 2007 et 2010. Cette investigation a débouché en juillet 2010 sur une décision de classement sans suite. Après avoir instruit la demande d'un autre acteur du marché demandant l'annulation de cette décision, la Haute Cour d'Etat a jugé que les autorités de concurrence devaient conduire à nouveau une investigation complète auprès de six acteurs du marché des titres services en Turquie, en ce y compris Edenred, au regard de leur comportement respectif sur le marché des titres services entre 2007 et 2010.

Le 15 novembre 2018, les autorités de la concurrence turques ont condamné Edenred à une amende d'un montant d'un million d'euros dans le cadre de sa participation dans Netser, la filiale créée avec Sodexo, il y a 17 ans, aux fins de fournir aux restaurateurs une solution technique efficace et bon marché d'accès au réseau monétique. L'amende a été payée par Edenred au premier semestre 2019. La Société a fait appel de cette décision le 31 mai 2019 auprès de la cour administrative d'Ankara. L'audience d'appel s'est tenue le 22 Octobre 2020 et une décision est attendue au premier semestre 2022.

Contentieux Concurrence République Tchèque

Les autorités tchèques de la concurrence ont mené en 2019 une investigation auprès d'Edenred République Tchèque et des sociétés Sodexo et Up visant à examiner les comportements de ces entités sur leur marché. Cette investigation a débouché en octobre 2021 à une notification de griefs assortie d'un montant d'amende, estimé par les autorités tchèques autour de 6.1 millions d'euros. Les parties prenantes au dossier ont choisi de faire appel de la décision des autorités de la concurrence en République Tchèque. La réponse de l'autorité de la concurrence est attendue au deuxième semestre 2022.

Le Groupe considère que sa requête a de fortes chances d'aboutir, notamment auprès des cours administratives de seconde instance. Aucune provision n'a été constatée dans les comptes.

Contrôle fiscal Edenred SE

Au cours des exercices 2018 et 2019, la Société Edenred SE a fait l'objet d'un contrôle fiscal sur la période 2014 à 2016.

Un rehaussement d'imposition au titre de l'exercice 2014 a été notifié à la Société en décembre 2018. Les rehaussements au titre des exercices 2015 et 2016 ont été adressés à la Société en juillet 2019.

Comme initialement prévu, l'administration a réduit le rehaussement relatif à 2014 pour s'aligner sur sa position retenue au titre de 2015 et 2016.

La Société a contesté ces rehaussements et a porté son dossier devant la commission nationale des impôts début 2019. Suite à la séance du 24 janvier 2020, la commission s'est prononcée en faveur d'un abandon du redressement. L'administration fiscale a néanmoins maintenu son redressement.

A l'issue de l'interlocution départementale qui s'est tenue le 7 octobre 2020, Edenred a poursuivi ses discussions avec la DVNI et est parvenu à un accord sur le taux de redevance de marque. Les conséquences financières en matière d'impôt sur les sociétés, de CVAE et de retenue à la source ont été mises en recouvrement en juin 2021.

Depuis septembre 2021, la Société Edenred SE fait l'objet d'un nouveau contrôle fiscal portant sur la période 2018 à 2020.

L'administration a formulé une proposition de rectification pour l'exercice 2018 qui a été acceptée par la direction de la société. Les droits, intérêts et pénalités notifiés s'élèvent à un montant de 0.6 millions d'euros.

Le contrôle reste ouvert pour les périodes 2019-2020. La société a, à cet effet constituée une provision de 0.6 millions d'euros.

Contentieux fiscaux Brésil

Taxe municipale – Ticket Serviços

En décembre 2011, la municipalité de São Paulo a notifié à la société brésilienne Ticket Serviços un redressement en matière d'impôt municipal (ISS – Imposto Sobre Serviços) au titre de la période d'avril à décembre 2006, alors que celle-ci s'est déjà acquittée de cet impôt auprès de la municipalité d'Alphaville.

Pour cette période, le redressement en principal s'élève à 1 million d'euros, auxquels s'ajoutent à 15 millions d'euros en pénalités et intérêts au 31 décembre 2021.

En novembre 2012, la municipalité a notifié à la société, sur les mêmes fondements, les montants correspondants à la période de janvier 2007 à mars 2009.

Pour cette seconde période, le redressement en principal s'élève à 6 millions d'euros, auxquels s'ajoutent 54 millions d'euros en pénalités et intérêts au 31 décembre 2021. La requête de la Société devant les juridictions brésiliennes a été rejetée en première instance administrative et l'affaire a été portée en appel.

En outre, la société pourrait être amenée à supporter des frais de justices et d'avocat du gouvernement pour un montant de 8 millions d'euros.

La chambre d'appel administrative s'est prononcée défavorablement le 23 septembre 2014. La Société a fait appel de la décision.

En date du 11 août 2015, le pourvoi formé par la société a été rejeté mettant ainsi fin à la phase administrative du contentieux.

La Société a déposé le 10 novembre 2015 une requête devant le Tribunal de Justice de l'Etat de Sao Paulo tendant à l'annulation des redressements notifiés.

La Société estime, après avoir pris avis auprès de ses conseils fiscaux, que sa requête a des chances probables d'aboutir favorablement. La Société n'a donc constitué aucune provision à ce titre.

La requête était assortie d'une demande de sursis de paiement de la somme en litige qui a été accueillie favorablement par une décision en date du 12 novembre 2015. L'administration fiscale a fait appel de cette décision mais l'appel a été rejeté. L'Etat de Sao Paulo s'est pourvu devant la Cour Supérieure de Justice.

A la demande du Tribunal, la société a présenté en garantie une caution émise par Swiss Re.

Dans le cadre de cette procédure, un expert a été nommé pour observer et constater les faits de l'espèce. L'avis rendu par l'expert est favorable à la société.

En date du 13 août 2020, le Tribunal judiciaire en première instance a rejeté la requête de la société. L'Etat de Sao Paulo a interjeté appel en date du 24 septembre 2020 sur le plafonnement des intérêts. Le 30 avril 2021 la société a fait appel en deuxième instance. La Société estime, après avoir pris avis auprès d'un expert ayant constaté les faits, que sa requête a des chances probables d'aboutir favorablement. La Société n'a donc constitué aucune provision à ce titre.

Déductibilité fiscale des amortissements de goodwill

En janvier 2012, l'administration fiscale fédérale brésilienne a notifié à la société Ticket Serviços un redressement en matière d'impôt sur les sociétés et de contribution additionnelle (IRPJ et CSLL) au titre des exercices 2007 à 2010. Le redressement en principal s'élève à 97 millions de reais brésiliens (soit 15 millions d'euros), auxquels s'ajoutent 269 millions de reais brésiliens (soit 43 millions d'euros) en pénalités et intérêts au 31 décembre 2021

Au cours de l'exercice fiscal 2016, l'administration a émis deux redressements supplémentaires, en ligne avec le précédent, sur les périodes suivantes :

Au titre de l'année 2011 : le redressement est d'un montant de 25 millions de reais brésilien (soit 4 millions d'euros), plus 71 millions de reais brésilien (soit 11 millions d'euros) de pénalités et intérêts au 31 décembre 2021.

Au titre de l'année 2012 : le redressement est de 16 millions de reais brésilien (soit 3 millions d'euros), plus 29 millions de reais brésilien (soit 5 millions d'euros) de pénalités et intérêts au 31 décembre 2021.

L'administration remet en cause la déductibilité fiscale de l'amortissement de la survalue constatée lors du rachat de la part minoritaire dans la société Ticket Serviços. Ticket Serviços a engagé un contentieux devant les juridictions administratives. La requête a été rejetée en deuxième instance. La Société a reçu la notification officielle de cette décision en date du 14 août 2015 et a déposé une requête en clarification.

La requête de la société a été rejetée en phase administrative.

La Société a déposé une requête devant le Tribunal judiciaire en première instance tendant à l'annulation des redressements notifiés. Cette requête est assortie d'une demande de sursis de paiement

de la somme en litige. La société a donc déposé en 2018 une garantie bancaire pour sursoir au paiement du contentieux pour un montant de 352 millions de reais brésilien (soit 56 millions d'euros), constitutif d'un engagement hors bilan donné par le Groupe.

En date du 21 juin 2020, le Tribunal judiciaire en première instance a rejeté la requête de la société. La société a fait appel de cette décision le 19 octobre 2020 auprès de la Cour Régional Fédéral.

La Société estime, après avoir pris avis auprès de ses conseils fiscaux, que sa requête a des chances probables d'aboutir favorablement. La Société n'a donc constitué aucune provision à ce titre.

Contentieux fiscal Italie

Au cours de l'exercice 2019, la Société Edenred Italie a fait l'objet d'un contrôle fiscal sur la période 2014 à 2016.

En juin 2019, l'administration fiscale italienne a adressé à la société un « procès-verbal de fin de contrôle fiscal » au titre des exercices 2014 à 2016. L'administration fiscale conteste la facturation de la redevance de marque à Edenred Italie par Edenred SE ainsi que le rythme de reconnaissance de produits de son activité.

Au cours du mois de novembre 2019, l'administration a adressé une proposition de rectification interruptive de prescription contestant le montant de la redevance de marque facturée en 2014 à Edenred Italie par Edenred SE. Les discussions avec l'administration fiscale n'ayant pas pu aboutir à un consensus au premier semestre 2020, Edenred a introduit le 28 mai 2020 une procédure amiable (mutual agreement procedure, « MAP ») entre les administrations fiscales italiennes et françaises relative à ce chef de redressement.

En avril 2021 et en juillet 2021, l'administration a adressé des propositions de rectifications complémentaires portant sur le montant de la redevance de marque facturé respectivement en 2015 et 2016 par Edenred SE. La procédure amiable est étendue à ces rectifications.

Après avoir pris avis auprès de ses conseils fiscaux, la Société estime avoir de solides arguments pour contester les divers chefs de redressement.

La société estime avoir un risque de redressement limité évalué et provisionné à hauteur de 1 million d'euros présenté en dette d'impôt courant.

NOTE 11 INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES

11.1 INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES SUR LES ENTITES SOUS CONTROLE CONJOINT

Néant.

11.2 PARTIES LIEES

Dans le cadre de l'application de la norme IAS 24, le Groupe a considéré les parties liées ci-dessous :

- ensemble des membres du Comité exécutif et du Conseil d'administration ainsi que leur famille proche;
- ensemble des sociétés dans lesquelles un membre du Comité exécutif détient un droit de vote significatif;

Sociétés comptabilisées en mises en équivalence

Les transactions entre la Société mère et ses entreprises associées sont présentées dans le compte de résultat et le bilan dans les lignes dédiées.

Membres du Comité exécutif

L'ensemble des transactions conclues avec les membres du Comité Exécutif sont détaillées en note.11.3.

Membres du Conseil d'administration

Les membres du Conseil d'administration reçoivent une rémunération annuelle, déterminée par le Conseil d'administration et devant être approuvée par l'Assemblée générale, qui s'est élevée à 0,7 million d'euros au titre de l'exercice 2021. Le président directeur général ne reçoit pas de rémunération au titre de son mandat au sein du Conseil d'administration. Sa rémunération est incluse dans la note 11.3 – « Rémunérations des personnes clés du management ».

11.3 REMUNERATIONS DES PERSONNES CLES DU MANAGEMENT



(en millions d'euros)	2021	2020
Avantages à court terme reçus	11	14
Paiements sur la base d'actions	7	6
REMUNERATION GLOBALE	18	20

11.4 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant total des honoraires des Commissaires aux comptes comptabilisé au compte de résultat au titre de la période et de la période précédente se détaille de la façon suivante :



(en millions d'euros)	DELOITTE & ASSOCIÉS				ERNST & YOUNG			
	Montant HT		%		Montant HT		%	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
	Honoraires des commissaires aux comptes afférents à la certification des comptes							
- Emetteur	(0.4)	(0.4)	14%	20%	(0.4)	(0.4)	18%	20%
- Filiales intégrées globalement	(1.3)	(1.4)	46%	70%	(1.5)	(1.4)	68%	70%
SOUS-TOTAL	(1.7)	(1.8)	60%	90%	(1.9)	(1.8)	86%	90%
	Honoraires des commissaires aux comptes afférents aux autres services *							
- Emetteur	-	-	0%	0%	-	-	0%	0%
- Filiales intégrées globalement	(1.1)	(0.2)	40%	10%	(0.3)	(0.2)	14%	10%
SOUS-TOTAL	(1.1)	(0.2)	40%	10%	(0.3)	(0.2)	14%	10%
TOTAL	(2.8)	(2.0)	100%	100%	(2.2)	(2.0)	100%	100%

* Pour l'exercice 2021, ces honoraires sont principalement relatifs à des missions de conformité en matière fiscale et sociale, et à des missions de *due diligence* d'acquisition.

11.5 ENGAGEMENTS HORS-BILAN

Engagements donnés hors bilan

Les engagements donnés hors bilan au 31 décembre 2021 s'élèvent à 550 millions d'euros. Ils s'élevaient à 430 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2021, les engagements donnés hors bilan se composent principalement des engagements suivants :



(en millions d'euros)	31 DEC , 2021				31 DEC , 2020
	< 1 an	> 1an < 5 ans	> 5 ans	Total	
Garanties données pour la vente de titres services envers les entités publiques	82	27	45	154	125
Garanties données aux entreprises publiques au Mexique	56	-	-	56	43
Garanties bancaires données au Brésil	-	-	44	44	36
Garantie de caution émise dans le cadre du contentieux fiscal sur la taxe municipale au Brésil (ISS)	-	-	93	93	77
Garantie de caution émise dans le cadre du contentieux fiscal sur la déductibilité des amortissements de goodwill	-	-	58	58	56
Appels de fonds liés à la prise de participation Partech VI	-	4	-	4	7
Garantie Intermarché dans le cadre du contrat avec LCCC	30	-	-	30	30
SOUS-TOTAL	168	31	240	439	374
Autres *	25	12	74	111	56
Total engagements donnés hors bilan	193	43	314	550	430

* Principalement composés d'engagements de location non éligibles à IFRS 16 et de cautions données

À la connaissance du Groupe, il n'existe pas d'engagement donné autre que ceux figurant ci-dessus selon les normes comptables en vigueur.

Engagements reçus hors bilan

Les engagements reçus hors bilan au 31 décembre 2021 s'élèvent à 2 millions d'euros et se composent essentiellement des garanties données par des clients au Brésil en contrepartie de l'autorisation de post-paiement qui leur est accordée par Repom pour le même montant.

NOTE 12 LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES AU 31 DÉCEMBRE 2021

En application du règlement N° 2016-09 de l'Autorité des Normes Comptables françaises, le Groupe met ci-après à disposition des tiers la liste des entreprises comprises dans la consolidation et des principaux titres de participation non consolidés. Toutes les entreprises contrôlées par le Groupe ou sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont incluses dans la consolidation.

Pays			2021		2020		Variation (en%)	
			Méthode	Intérêt délénu (en%)	Méthode	Intérêt délénu (en%)		
FRANCE								
	Conecs	France	MEE	25,00	MEE	25,00	0,00	
	Edenred Corporate Paiement France	France	IG	100,00	IG	100,00	0,00	
	Edenred France	France	IG	100,00	IG	100,00	0,00	
	Edenred Paiement	France	IG	100,00	IG	100,00	0,00	
	Ticket Fleet Pro SAS	France	IG	100,00	IG	100,00	0,00	
	Edenred Fuel Card A	France	IG	100,00	IG	100,00	0,00	
	La Compagnie des Cartes Carburants	France	IG	100,00	IG	80,48	19,52	
	Proweb CE	France	IG	100,00	IG	100,00	0,00	
	PWCE Participations	France	NC	0,00	IG	100,00	-100,00	
	UTA France S.o.r.l	France	NC	0,00	IG	100,00	-100,00	
	Edenred Fleet & Mobility SAS	France	IG	100,00	IG	100,00	0,00	
	Addworking	France	NC	18,10	NC	16,78	1,32	
	Lucky Cart SAS	France	NC	24,39	NC	22,18	2,21	
	Zen Chef	France	NC	14,81	NC	13,22	1,59	
	Andjaro	France	NC	22,73	NC	18,10	4,63	
	Activitiz	France	NC	9,89	NC	9,89	0,00	
	CRCESU	France	NC	16,67	NC	16,67	0,00	
	Fretlink	France	NC	5,50	NC	5,50	0,00	
	Fuse	France	NC	7,37	NC	7,37	0,00	
	OONETIC SAS	France	NC	16,42	NC	16,421	0,00	
	CRT	France	NC	25,00	NC	25,00	0,00	
	RAISE	France	NC	17,00	N/A	N/A	N/A	
	E-Solutions NC	France	NC	30,00	NC	30,00	0,00	
Europe hors France								
	Ages Maut System GmbH&Co KG	Allemagne	(sous-groupe UTA)	NC	16,60	NC	16,60	0,00
	Ages International GmbH & Co KG	Allemagne	(sous-groupe UTA)	NC	16,60	NC	16,60	0,00
	Edenred Deutschland GmbH	Allemagne		IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Edenred Tankkarten (*)	Allemagne		IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Union Tank Eckstein GmbH & Co. KG	Allemagne	(sous-groupe UTA)	IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Itemion GmbH & co. KG	Allemagne	(sous-groupe UTA)	NC	0,00	IG	100,00	-100,00
	UTA GmbH	Allemagne	(sous-groupe UTA)	IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Itemion Verwaltungs GmbH	Allemagne	(sous-groupe UTA)	IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Mercedes Service Card GmbH & Co KG	Allemagne	(sous-groupe UTA)	MEE	49,00	MEE	49,00	0,00
	Mercedes Service Card Beteiligungs GmbH	Allemagne	(sous-groupe UTA)	MEE	49,00	MEE	49,00	0,00
	Timex Card	Allemagne	(sous-groupe UTA)	IG	100,00	IG	54,00	46,00
	Omega2 GMBH	Allemagne		IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Belonia GMBH	Allemagne	Entrante	MEE	25,00	N/A	N/A	N/A
	Edenred Austria GmbH	Autriche		IG	100,00	IG	100,00	0,00
	UTA Austria GmbH	Autriche	(sous-groupe UTA)	IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Edenred Belgium SA	Belgique		IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Merits & Benefits	Belgique		NC	0,00	IG	100,00	-100,00
	Bkivita	Belgique		NC	0,00	IG	100,00	-100,00
	PPS EU	Belgique		IG	70,45	IG	70,45	0,00
	Edenred Bulgaria AD	Bulgarie		IG	50,00	IG	50,00	0,00
	EBV Bulgaria	Bulgarie	(sous-groupe EBV)	IG	60,00	IG	60,00	0,00
	UTA Bulgaria	Bulgarie	(sous-groupe UTA)	IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Nikosax A/S	Danemark	(sous-groupe EBV)	IG	60,00	IG	60,00	0,00
	UTA España	Espagne	(sous-groupe UTA)	IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Nikosax España	Espagne	(sous-groupe EBV)	IG	60,00	IG	60,00	0,00
	Edenred España SA	Espagne		IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Izi Card SL	Espagne		NC	39,68	NC	39,68	0,00
	EBV Spain	Espagne	(sous-groupe EBV)	IG	60,00	IG	60,00	0,00
	Timex Card Estonie	Estonie	(sous-groupe UTA)	IG	100,00	IG	54,00	46,00
	Edenred Finland	Finlande		IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Vouchers Services	Grèce		IG	51,00	IG	51,00	0,00
	UTA Magyarország Kft.	Hongrie	(sous-groupe UTA)	IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Nikosax HU	Hongrie	(sous-groupe EBV)	IG	60,00	IG	60,00	0,00
	Edenred Magyarország	Hongrie		IG	100,00	IG	100,00	0,00
	UTA Italia s.r.l.	Italie	(sous-groupe UTA)	IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Edenred Italia s.r.l.	Italie		IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Edenred Italia Financiera S.r.l	Italie		IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Easy Welfare	Italie		IG	100,00	IG	100,00	0,00
	EW Innovation	Albanie		IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Timex Card Lithuania	Lituanie	(sous-groupe UTA)	IG	100,00	IG	54,00	46,00
	UAB Areja	Lituanie	(sous-groupe EBV)	IG	100,00	IG	100,00	0,00
	EBV Lithuania	Lituanie	(sous-groupe EBV)	IG	60,00	IG	60	0,00
	Edenred Luxembourg	Luxembourg		IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Cube RE SA	Luxembourg		IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Car-Pay-Diem	Luxembourg		NC	1,00	NC	1,00	0,00
	UTA Nederland B.V.	Pays-Bas	(sous-groupe UTA)	IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Edenred Nederland	Pays-Bas		NC	0,00	IG	100,00	-100,00
	Nikosax PL	Pologne	(sous-groupe EBV)	IG	60,00	IG	60,00	0,00
	Edenred Polska	Pologne		IG	100,00	IG	100,00	0,00
	EBV Poland	Pologne	(sous-groupe EBV)	IG	60,00	IG	60,00	0,00
	Edenred Portugal Lda	Portugal		IG	50,00	IG	50,00	0,00
	One Card	Portugal		IG	100,00	IG	86,34	13,66
	UTA Czech s.r.o.	République Tchèque	(sous-groupe UTA)	IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Edenred CZ s.r.o.	République Tchèque		IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Edenred Production Center	République Tchèque		IG	100,00	IG	100,00	0,00
	UTA Romania Services srl	Roumanie	(sous-groupe UTA)	IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Edenred Romania srl	Roumanie		IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Edenred Digital Technology Center	Roumanie		IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Benefit Systems SRL	Roumanie		IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Benefit Broker De Pensii Private	Roumanie		IG	100,00	IG	100,00	0,00
	EBV Romania	Roumanie	(sous-groupe EBV)	IG	60,00	IG	60,00	0,00
	UTA Freight UK Ltd	Royaume-Uni	(sous-groupe UTA)	IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Edenred UK Group Ltd	Royaume-Uni		IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Edenred Incentives & Motivation Limited	Royaume-Uni		IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Edenred Travel Limited	Royaume-Uni		NC	0,00	IG	100,00	-100,00
	Edenred Employee Benefits Limited	Royaume-Uni		NC	0,00	IG	100,00	-100,00
	Prepay Technologies Ltd	Royaume-Uni		IG	70,45	IG	70,45	0,00
	Edenred Corporate Payment UK	Royaume-Uni		IG	100,00	IG	100,00	0,00
	The Right Fuel Card Group	Royaume-Uni		IG	80,00	IG	80,00	0,00
	Diesel 24	Royaume-Uni		IG	80,00	IG	80,00	0,00
	JoyteeEnergy	Royaume-Uni		IG	80,00	IG	80,00	0,00
	Be Fuelcards	Royaume-Uni		IG	80,00	IG	80,00	0,00
	ChildCare Vouchers	Royaume-Uni		IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Launchpad	Royaume-Uni		NC	13,16	NC	13,16	0,00
	Globalcard Payscale UK	Royaume-Uni		IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Stoke Talent	Royaume-Uni	Entrante	NC	0,43	N/A	N/A	N/A
	Edenred Slovakia s.r.o	Slovaquie		IG	100,00	IG	100,00	0,00
	UTA Slovakia s.r.o	Slovaquie	(sous-groupe UTA)	IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Ticket Service s r o	Slovaquie		IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Edenred Sweden AB	Suède		IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Delicard Group AB	Suède		IG	100,00	IG	100,00	0,00
	UTA Tank AG	Suisse	(sous-groupe UTA)	IG	100,00	IG	100,00	0,00
	Avrios International	Suisse		NC	7,26	NC	6,41	0,86
	Timex Card Ukraine	Ukraine	(sous-groupe UTA)	IG	100,00	IG	54,00	46,00

Amérique Latine

Ederred Argentina	Argentine	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Soporte Servicios (*)	Argentine	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Ticket Serviços Brasil	Brésil	IG	89,00	IG	89,00	0,00
Ticketseg - Corretora de seguros S.A.	Brésil	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Ederred Brasil Participações (*)	Brésil	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Accentiv Serviços Tecnológica Da Informa	Brésil	IG	65,00	IG	65,00	0,00
Ticket Soluções HDFGT S.A	Brésil	IG	65,00	IG	65,00	0,00
Ederred Brasil Holding Financeira SA (*)	Brésil	IG	100,00	N/A	N/A	N/A
Ticket Soluções Holding Financeira SA (*)	Brésil	IG	65,00	N/A	N/A	N/A
B2B Comercio Electronico de Poces	Brésil	IG	50,00	IG	50,00	0,00
Repom S.A	Brésil	IG	65,00	IG	65,00	0,00
Topazio Cartoes	Brésil	IG	50,00	IG	50,00	0,00
Ticket Freto	Brésil	MEE	47,00	IG	65,00	-18,00
Levo Log	Brésil	MEE	47,00	IG	65,00	-18,00
Cooper Cards	Brésil	NC	0,00	IG	100,00	-100,00
Ederred Serviços Empresariais	Brésil	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Good Card	Brésil	MEE	35,00	MEE	35,00	0,00
Ederred Chile	Chili	IG	74,35	IG	74,35	0,00
Servicios Empresariales de Colombia S.A.	Colombie	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Big Pass S.A.	Colombie	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Nectar Holdings	Costa Rica	MEE	30,00	MEE	30,00	0,00
Servicios Y Soluciones Empresariales Ticket	Mexique	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Operadora de Programas de Abasto Multipl	Mexique	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Ederred Mexico	Mexique	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Sinergel S.A. de C.V.	Mexique	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Vales y Monederos Electronicos Puntoclave	Mexique	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Merchant Services de Mexico S.A. de C.V.	Mexique	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Servicios Ederred	Mexique	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Fintech Mexico	Mexique	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Global Rewards Mexique	Mexique	NC	0,00	IG	100,00	-100,00
Nectar Technologies Mexico	Mexique	IG	75,00	IG	75,00	0,00
Nectar Technology	Nicaragua	IG	75,00	IG	75,00	0,00
Ederred Panama	Panama	NC	0,00	IG	100,00	-100,00
Ederred Peru	Pérou	IG	67,00	IG	67,00	0,00
Efectibona	Pérou	IG	67,00	IG	67,00	0,00
Westwell Group (*)	Uruguay	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Luncheon Tickets	Uruguay	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Promote S.A.	Uruguay	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Cestaticket Services C.A.	Venezuela	IG	57,00	IG	57,00	0,00
Inversiones Quattro Venezuela	Venezuela	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Inversiones Cinq Venezuela	Venezuela	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Inversiones Huit Venezuela	Venezuela	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Inversiones Neuf Venezuela	Venezuela	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Inversiones Dix Venezuela	Venezuela	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Inversiones Onze 2040	Venezuela	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Inversiones Douze Venezuela	Venezuela	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Inversiones Quatorze	Venezuela	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Inversiones Quinze 1090	Venezuela	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Inversiones Seize 30	Venezuela	IG	100,00	IG	100,00	0,00

Reste du Monde

Globalvcard Canada	Canada	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Beijing Surfgold Technology Ltd	Chine	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Accentiv Shanghai Company	Chine	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Smart Fleet Maintenance Technology	Chine	MEE	49,00	MEE	49,00	0,00
C3 Card International Limited	Emirats Arabes Unis	IG	100,00	IG	100,00	0,00
C3 Card DTMFZ	Emirats Arabes Unis	IG	100,00	IG	100,00	0,00
C3 Ederred LLC	Emirats Arabes Unis	IG	49,00	IG	49,00	0,00
Ederred North America inc	Etats-Unis	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Ederred Commuter Benefits Solution	Etats-Unis	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Global Rewards North America	Etats-Unis	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Ederred F&M Americas Holding	Etats-Unis	IG	100,00	N/A	N/A	N/A
CSI Entreprises Inc	Etats-Unis	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Globalvcard LLC	Etats-Unis	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Beamery Inc	Etats-Unis	NC	5,74	NC	7,34	-1,60
Beekeeper Holding Inc	Etats-Unis	NC	3,98	NC	4,84	-0,86
Dexx Technologies Inc	Etats-Unis	NC	5,81	NC	9,82	-4,01
Cintelink LLC	Etats-Unis	NC	0,00	N/A	N/A	N/A
Ederred India PVT Hd	Inde	IG	100,00	IG	100,00	0,00
SRI Ganesh Hospitality Services Private Ltd	Inde	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Surfgold India	Inde	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Ederred Hong Kong	Hong Kong	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Ederred Japon	Japon	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Ederred Maroc SAS	Maroc	IG	83,67	IG	83,67	0,00
Ederred Singapore PTE Ltd	Singapour	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Ederred Fleet & Mobility Singapore (*)	Singapour	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Global Rewards Singapore PTE Ltd	Singapour	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Smart Fleet Management Technology	Singapour	MEE	49,00	MEE	49,00	0,00
Ederred PTE Ltd, Taiwan Branch	Taiwan	IG	100,00	IG	100,00	0,00
TR Tunisie	Tunisie	NC	99,97	NC	99,97	0,00
Ederred Kurumsal Cozumler	Turquie	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Accentiv Hediye Ve Danismanlik Hizmetleri	Turquie	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Ederred Ödeme Hizmetleri	Turquie	IG	100,00	IG	100,00	0,00

Holdings et autres

ASM (*)	France	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Garnéo (*)	France	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Landray (*)	France	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Saminvest (*)	France	IG	100,00	IG	100,00	0,00
GABC (*)	France	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Venininvest Quattro (*)	France	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Venininvest Cinq (*)	France	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Venininvest Huit (*)	France	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Venininvest Neuf (*)	France	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Venininvest Onze (*)	France	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Venininvest Douze (*)	France	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Venininvest Quatorze (*)	France	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Venininvest Quinze (*)	France	IG	100,00	IG	100,00	0,00
Venininvest Seize (*)	France	IG	100,00	IG	100,00	0,00

IG : Intégration Globale

MEE : Mise en équivalence

NC : Non Consolidée

(*) Holding

NOTE 13 ACTUALITE NORMATIVE

13.1 NORMES, AMENDEMENTS DE NORMES ET INTERPRETATIONS

De nouveaux textes ou amendements tels qu'adoptés par l'Union européenne et d'application obligatoire au 1er janvier 2021 sont entrés en vigueur le 1er janvier 2021 dans le cadre de la réforme des taux d'intérêt de référence :

- Amendements à IAS 37 "Contrats déficitaires - Coûts d'exécution du contrat" ;
- Amendements à IAS 16 "Immobilisations corporelles - Produit antérieur à l'utilisation prévue" ;
- Amendement à IAS 39 – Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ;
- Amendements à IFRS 3 - Référence au Cadre conceptuel ;
- Amendement à IFRS 4 – Contrats d'assurance ;
- Amendement à IFRS 7 – Instruments financiers : informations à fournir ;
- Amendement à IFRS 9 – Instruments financiers ;
- Amendement à IFRS 16 – Contrats de location ;
- Amendements d'IFRS 16 "Allègements de loyer liés à la covid-19 au-delà du 30 juin 2021" ;

Ces modifications sont en vigueur pour les périodes de reporting annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2021.

L'application de ces textes a été sans effets significatifs sur les périodes présentées.

Par ailleurs, dans sa décision d'avril 2021, l'IFRIC a également clarifié à quelle période de service une entité doit allouer certains avantages du personnel dans le cadre de régimes à prestations définies. Les impacts de cette décision sont non significatifs pour Edenred et ont été comptabilisés dans les capitaux propres 2021.

Enfin, dans sa décision de mars 2021, l'IFRIC a précisé le traitement comptable des coûts de configuration et de personnalisation d'un logiciel mis à disposition dans le "cloud" par le fournisseur dans le cadre d'un contrat Software as a Service (SaaS). Selon l'IFRIC, certains de ces coûts doivent être constatés en charge et non en immobilisations incorporelles. Edenred a engagé le recensement des logiciels utilisés en mode SaaS pour lesquels des coûts ont été comptabilisés en immobilisations incorporelles. Compte tenu de la difficulté pratique à identifier la part de ces coûts relative à la configuration et à la personnalisation des logiciels, la décision de l'IFRIC n'a pas été appliquée dans les états comptes consolidés au 31 décembre 2021.

13.2 NORMES, AMENDEMENTS DE NORMES, INTERPRETATIONS ET D'APPLICATION OPTIONNELLE A COMPTER DES EXERCICES OUVERTS A PARTIR DU 1^{ER} JANVIER 2021

Publications de l'IASB non encore approuvées par l'Union Européenne :

Les normes, amendements de normes et interprétations publiés et non encore approuvés par l'Union Européenne sont listés ci-dessous :

- Amendements à IAS1 sur le classement des passifs en tant que passifs courants et non courants et les informations à fournir sur les méthodes comptables ;

- IFRS 17 Contrats d'assurance ;
- Amendements à IFRS 17 ;

Le Groupe Edenred n'a pas choisi d'appliquer de manière anticipée ces textes au 1^{er} janvier 2021.

NOTE 14 GLOSSAIRE

14.1 VOLUME D'AFFAIRES



Le volume d'affaires est constitué du montant total du volume d'émission lié aux Avantages aux salariés, aux solutions de Motivation et récompenses, aux Programmes sociaux publics, et aux Services de Paiements inter-entreprises, et du volume de transactions lié aux Solutions de mobilité professionnelle et autres solutions.

14.2 CHIFFRES D'AFFAIRES OPERATIONNEL



Le chiffre d'affaires opérationnel correspond au chiffre d'affaires opérationnel généré par l'activité de titres de services dont la gestion est assurée par Edenred et au chiffre d'affaires généré par des activités à valeur ajoutées telles que les programmes de motivation, des services à la personne, des prestations liées à de l'événementiel. Ce chiffre d'affaires correspond au montant de la prestation facturée à l'entreprise client et est comptabilisé à la date de livraison des solutions.

14.3 AUTRES REVENUS



Les autres revenus correspondent aux revenus générés par le placement des fonds structurellement mis à la disposition d'Edenred entre :

- la date d'émission et la date de remboursement pour les titres de service prépayés ;
- et la date de chargement et la date d'utilisation des crédits pour les cartes prépayées.

Les autres revenus représentent des produits d'exploitation de ce métier et, cumulés avec le chiffre d'affaires opérationnel, forment le Revenu total du Groupe.

14.4 EBITDA



Cet agrégat est égal à l'excédent brut d'exploitation qui correspond au revenu total (chiffre d'affaires opérationnel et autres revenus) diminué des charges d'exploitation (hors amortissements et dépréciations). Cet agrégat est utilisé comme référence pour la détermination des rémunérations au niveau du Groupe et plus particulièrement pour celles des dirigeants dans la mesure où il reflète la performance économique de l'activité.

14.5 EBIT OPERATIONNEL



Cet agrégat est le Résultat d'exploitation avant autres charges et produits déduction faite des autres revenus.

14.6 EBIT



Cet agrégat est le « Résultat d'exploitation avant autres charges et produits », qui correspond au revenu total (chiffre d'affaires opérationnel et autres revenus), diminué des charges d'exploitation, amortissements (essentiellement actifs incorporels créés et acquis) et dépréciations hors exploitation. Cet agrégat est utilisé comme référence pour la détermination des rémunérations au niveau du Groupe et plus particulièrement pour celles des dirigeants dans la mesure où il reflète la performance économique de l'activité.

L'EBIT exclut la quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et exclut également les autres charges et produits enregistrés au sein du « Résultat d'exploitation y compris résultat des sociétés mises en équivalence ».

14.7 TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES



Il est présenté selon la même structure que celle utilisée pour la gestion interne du Groupe et isole, d'une part, les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, d'autre part les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement et enfin les flux de trésorerie provenant des activités de financement.

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles incluent :

- la marge brute d'autofinancement avant autres charges et produits ;
- les encaissements ou décaissements liés aux autres charges et produits ;
- la variation du besoin en fonds de roulement ;
- la variation des fonds réservés.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement incluent :

- les investissements récurrents dont l'objet est le maintien ou le renouvellement d'actifs existants au 1^{er} janvier de chaque exercice et nécessaires à une exploitation normale ;
- les investissements de développement qui recouvrent les actifs immobilisés et les comptes de besoin en fonds de roulement des filiales nouvellement consolidées par intégration globale ainsi que la constitution de nouveaux actifs ;
- les produits des cessions d'actifs.

Les flux de trésorerie des activités de financement incluent :

- les variations des capitaux propres ;
- les variations des dettes et emprunts ;
- les dividendes ;

- les achats/ventes de titres d'autocontrôle ;
- les acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle.

14.8 DONNEES COMPARABLES



La croissance organique correspond à la croissance comparable, c'est-à-dire à périmètre et change constants. Cet indicateur reflète la performance commerciale du Groupe.

La variation d'activité (ou croissance organique) représente la variation entre les montants de la période en cours et de la période comparative, retraité des effets de change ainsi que des effets de cessions et/ou acquisitions. Les croissances en données comparables excluent temporairement le Venezuela, en raison du fort niveau d'inflation du pays.

En cas d'acquisition, l'impact de l'acquisition est neutralisé du montant publié de la période en cours et la variation d'activité est calculée par rapport à ce montant retraité de la période en cours.

En cas de cession, l'impact de la cession est neutralisé du montant publié de la période comparative et la variation d'activité est calculée par rapport à ce montant retraité de la période comparative.

La variation d'activité ainsi calculée est convertie au taux de change de la période comparative et divisé par le montant retraité de la période comparative.